



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 31 JUILLET 1920.

QUEBEC, SATURDAY, 31ST JULY, 1920.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 75c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

The rates are :

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 25 cents per single number.

Slips 75 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

2433

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House.

2434

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.

C. FITZPATRICK

[L.S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION

J.-A. HUDON,
Assistant-Procureur-Général
suppléant. } **A**T T E N D U
que Albert Guay, secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Haileybury, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité desdits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse et aussi ledit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Jacques-le-Mineur, dans le comté de Témiscamingue, dans diocèse susdit, comme suit, savoir :

Le territoire—dans le comté de Témiscamingue—à être érigé en une paroisse pour les fins civiles, sous le nom de "La paroisse de Saint-Jacques-le-Mineur", est pris dans les cantons de Desmeloizes et de La-Reine et ses bornes sont les suivantes, savoir :

Au nord, la ligne limitative entre les troisième et quatrième rangs du canton de Desmeloizes et celle entre les neuvième et dixième rangs du canton de La-Reine ;

Au sud, la ligne limitative entre les troisième et quatrième rangs du canton de La-Reine ;

À l'est, la ligne qui sépare les cantons de Clermont et de La-Sarre des cantons de Desmeloizes et de La-Reine ;

À l'ouest, la ligne est du lot trente-un (31) dans chacun des trois premiers rangs du canton de Desmeloizes et dans le dixième rang du canton de La-Reine et la ligne est du lot numéro vingt-trois (23) dans chacun des quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième et neuvième rangs du canton de La-Reine susdit.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.

C. FITZPATRICK.

[L.S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

J.-A. HUDON,
Acting Assistant Attorney
General. } **W**HEREAS Albert Guay, secretary to the duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Haileybury, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint-Jacques-le-Mineur, in the county of Temiscaming, in the said Roman Catholic Diocese of Haileybury, to be as follows, that is to say :

The territory in the county of Temiscaming to be erected a parish for all civil purposes under the name of "La paroisse de Saint-Jacques-le-Mineur", is taken from the townships of Desmeloizes and La-Reine and its boundaries are the following :

To the north, the line separating the third and fourth ranges of the township of Desmeloizes and the line separating the ninth and tenth ranges of the township of La-Reine.

To the south the line separating the third and fourth ranges of the township of La-Reine.

To the east the line which separates the townships of Clermont and La-Sarre from the townships of Desmeloizes and La-Reine.

To the west : the east line of lot number thirty one (31) in each of the three first ranges of the township of Desmeloizes and in the tenth range of the township of La-Reine and the east line of lot number twenty three (23) in each of the fourth, fifth, sixth, seventh, eighth and ninth ranges of the above mentioned township of La-Reine.

Now KNOW YE, that we have confirmed, established and recognised, and by these presents do confirm, establish and recognise the afore-

de la paroisse de Saint-Jacques-le-Mineur, ci-dessus décrites ;

Et nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Jacques-le-Mineur, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, dans Notre cité de Québec, dans Notre dite province de Québec, ce DIX-NEUVIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent vingt et dans la onzième de Notre règne.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
2801 C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]
C. FITZPATRICK

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux que ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION

J.-A. HUDON, }
Assistant-Procureur-Général. }
Suppléant. }
ATTENDU que Charles Smith, secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Québec, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité desdits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse et aussi ledit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Fabien-de-Panet, dans le comté de Montmagny, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir :

Le territoire—dans le comté de Montmagny—à être érigé en une paroisse pour les fins civiles, est pris dans les cantons de : Rolette, Panet et Talon, et ses bornes sont les suivantes :

Au sud-ouest ; la ligne qui sépare le lot numéro trente-cinq (35) du lot numéro trente-six (36), dans chacun des quatrième, cinquième, sixième

said limits and boundaries of the parish of Saint-Jacques-le-Mineur aforesaid ;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint-Jacques-le-Mineur, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this NINETEENTH day of JULY, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty and in the eleventh year of Our Reign.

By command,
C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

2802
Canada,
Province of Québec.
[L.S.]
C. FITZPATRICK

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

J. A. HUDON, }
Acting Assistant Attorney }
General. }
WHEREAS Charles Smith, secretary to the duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Quebec, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint-Fabien-de-Panet, in the county of Montmagny, in the aforesaid Roman Catholic Diocese to be as follows, that is to say :

The territory—in the county of Montmagny—to be erected as a parish for all civil purposes, is taken in the township of Rolette, Panet and Talon, and its boundaries are the following, to wit :

To the southwest the line that separates lot number thirty five (35) from lot number thirty six (36) in each of the fourth, fifth, sixth and

et septième rangs du canton de Rolette et dans le premier, deuxième, troisième et quatrième rangs du canton de Panet ;

Au nord-est ; la ligne séparative des lots numéros vingt et vingt-un (20 et 21) dans chacun des quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième, neuvième, dixième et onzième rangs du canton de Talon ;

Au nord-ouest, la ligne limitative entre les troisième et quatrième rangs dans chacun des cantons de Rolette et de Talon et

Au sud-est, la ligne limitative entre les quatrième et cinquième rangs du canton de Panet et celle qui lui fait suite entre les onzième et douzième rangs du canton de Talon.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes, confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Fabien-de-Panet, ci-dessus décrites ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Fabien-de-Panet, décrite comme sus-dit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, dans Notre cité de Québec, dans Notre dite province de Québec, ce DIX-NEUVIÈME jour de JUILLET dans l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent vingt et dans la onzième de Notre règne.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

2803

C.-J. SIMARD.

seventh ranges of the township of Rolette and in the first, second third and fourth ranges of the township of Panet ;

To the northeast the line separating lots numbers twenty and twenty one (20 and 21) in each of the fourth, fifth, sixth, seventh, eighth, ninth, tenth and eleventh ranges of the township of Talon ;

To the north west the line that separates the third and fourth ranges in each of the townships of Rolette and Talon and

To the south east the line that separates the fourth and fifth ranges of the township of Panet and the line which is the continuance of the above between the eleventh and twelfth ranges of the township of Talon.

Now KNOW YE, that we have confirmed, established and recognised and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint-Fabien-de-Panet, aforesaid ;

And we have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint-Fabien-de-Panet, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this NINETEEN day of JULY, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty and in the eleventh year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

2804

Lettres patentes

" Notre-Dame-de-Grâces Curling & Bowling Club "

Avis est donné qu'en vertu de la partie I de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du neuvième jour de juillet 1920, constituant en corporation : Gaspard DeSerres, John P. Dixon, Alphonse Décarie, bourgeois, Allan S. Smith, V. Alphonse Pilon, John T. Burns, marchands, Peter Murphy, comptable, Philias Paré, voyageur, J. Fred. Fatherston, agent industriel, et Séverin Letourneau, avocat et conseil du roi, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :

Fonder, maintenir, organiser et gérer un club pour le bénéfice et l'avantage des membres de la compagnie ; promouvoir et procurer divers amusements aux membres de la compagnie ainsi

Letters patent

" Notre-Dame-de-Grâces Curling & Bowling Club "

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1920, incorporating : Gaspard DeSerres, John P. Dixon, Alphonse Décarie, gentlemen, Allan S. Smith, V. Alphonse Pilon, John T. Burns, merchants, Peter Murphy, accountant, Philias Paré, traveller, J. Fred Fatherston, manufacturing agent, and Severin Letourneau, lawyer and King's Counsellor, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To establish, maintain, organize and manage a club for the benefit and advantages of the members of the company ; to promote and procure various amusements to the members of the

qu'à leurs amis ; bâtir, louer et meubler une maison de club pourvue de toutes les commodités, pour l'usage des membres ;

Accorder à tous les membres de la compagnie et à leurs amis tous les privilèges, avantages et le confort d'un club ; meubler cette maison de club, en surveiller l'exploitation et l'administration et en permettre l'usage aux membres du club, aux actionnaires de la compagnie et à leurs amis, gratuitement ou aux conditions à être arrêtées ; gérer toutes les affaires de ce club ou aucune d'icelles, et généralement faire toutes les choses que l'on croira être dans l'intérêt de la corporation ;

Établir et entretenir un ou plusieurs boulingrins, jeux de tennis, de curling ou autres jeux que jugera convenable le conseil d'administration de la compagnie et du club ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, aux fins et à l'avantage de ce club, des biens meubles et immeubles, et spécialement des lopins et terrains de subdivisions, y construire des bâtisses, les garnir de meubles, livres, instruments de musique, jeux ainsi que de tous autres accessoires ;

Émettre des actions entièrement libérées et non sujettes à appel, des obligations et d'autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucuns droits immeubles ou meubles ou d'autres biens acquis par la corporation sous l'autorité d'aucun titre, ou avec l'assentiment des actionnaires, en rétribution des services rendus ou à être rendus à la compagnie, d'aucune manière quelconque ;

S'amalgamer avec aucune compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie aucune propriété corporative et particulièrement aucunes actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'autres compagnies appartenant à la présente corporation ou dont elle peut disposer ;

Généralement faire tous actes jugés nécessaires ou appropriés à la réalisation des objets précités ;

Acquérir, posséder, administrer lesdits immeubles, les vendre et échanger ; construire toutes espèces de bâtiments pour fins d'amusements, de clubs et de jeux ;

Prendre, louer et exploiter, pour d'autres personnes ou compagnies, des immeubles pour fins sportives et récréatives, et en tirer revenu ;

Céder à bail ou confier l'exploitation de ses propres immeubles à d'autres personnes ou compagnies, pour les mêmes fins, et moyennant considération ;

Émettre du capital privilégié ou ordinaire, si le conseil d'administration le juge à propos ;

Percevoir de ses actionnaires une manière d'honoraire annuel ou autre destiné à sustenter son entreprise, à entretenir les bâtiments, et généralement pour toutes les fins des affaires corporatives, fixer le quantum de cet honoraire et le percevoir par tous moyens légaux aux dates que détermineront les règlements de la compagnie ;

Accepter comme membres du club des personnes qui ne sont pas actionnaires de la compagnie, pour ces personnes jouir de tous les privilèges que la compagnie jugera à propos d'accorder, sujet aux conditions qu'elle déterminera ;

Édicter des règlements pour le maintien de la compagnie, la conduite convenable de ses membres ; ces règlements entreront en vigueur et lieront tous les actionnaires de la compagnie,

company and their friends ; to construct, lease and furnish a club-house, provided with all commodities for the use of the club-members ;

To grant to all the members of the company and their friends all the privileges, advantages and accommodation of a club ; to furnish such club-house, supervise the working and management of same and permit the use thereof to the members of the club, the shareholders of the company and their friends, either gratuitously or on such conditions as may be determined ; to manage all and any of the affairs of such club and generally do all things deemed to be in the interest of the club ;

To establish and maintain one or several bowling-greens, tennis lawns, curling links or other games which the board of directors of the company and club may think fit ;

To acquire by purchase, lease or otherwise for the purposes and benefit of such club, moveables and immoveables and specially subdivision lots and lands, and erect buildings thereon, furnish same with furniture, books, musical instruments, game and all other accessories ;

To issue paid-up and non-assessable shares, bonds and other securities of the company, in payment or part payment of any immovables or moveables rights or other property acquired by the company under any title or with the approval of the shareholders, as the remuneration for services rendered or to be rendered to the company in any manner whatever ;

To amalgamate with any company having objects altogether or partly similar to those of this company ;

To distribute among the shareholders of the company any of the company's property and in particular any shares, bonds, debentures or other securities of other companies belonging to this company and which it is empowered to dispose of ;

To generally do all acts deemed necessary for or conducive to the attainment of the above objects ;

To acquire, own, manage the said immovables, sell and exchange same ; to erect all kinds of buildings for amusement, club and sporting purposes ;

To take or lease and exploit, for other persons or companies, immoveables for sporting and amusement purposes and to derive revenues therefrom ;

To give on lease and confide the exploitation of its own immoveables to other persons or companies for the same purposes, for a consideration ;

To issue, if thought fit by the board of directors, preferred and common stock ;

To receive from its shareholders some kind of a fee, annual or otherwise, for the sustenance of its undertaking, the maintenance of the buildings and generally for all the business purposes of the company, and to fix the amount of such fee and collect same by all legal means on such dates as may be fixed by the by-laws of the company ;

To accept any persons not being a shareholder of the company, as a club member, such person to enjoy all the privileges which the company may think fit to grant, subject to such conditions it may fix ;

To pass by-laws for the maintenance of the company, and the proper conduct of the members thereof, such by-laws after due approval, by a majority of the shareholders of the company,

après qu'ils auront été dûment approuvés par les actionnaires ;

Déterminer les conditions de changement d'actionnaires de la compagnie, et spécialement réserver à la compagnie, par son conseil d'administration, le droit d'accepter ou de refuser ces transferts, et ce pour contrôler le status de ses contribuables ;

Expulser, après leur avoir remboursé le prix d'achat de ses parts, aucuns actionnaires de la compagnie coupables de conduite inconvenante ;

Faire tous actes, toutes transactions et passer tous règlements quelconques jugés indispensables ou appropriés aux objets de la corporation ;

Accepter des souscriptions sur des actions du capital de ladite compagnie, payables par versements ;

Vendre ou autrement disposer d'aucune partie des immeubles ou d'aucune propriété de la compagnie, aux prix, termes et conditions que la compagnie croira convenables ; accepter aussi de l'argent, des actions, obligations, débetures, parts et titres d'aucune autre compagnie, en paiement intégral ou partiel ;

Acquérir, acheter, posséder, céder, vendre ou aliéner des actions, du capital des débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie ;

Prendre et détenir des hypothèques, mortgages, liens et charges en garantie du paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie ou d'aucune somme d'argent à elle due par les acheteurs, d'aucunes avances consenties par la compagnie aux acheteurs pour fins de construction ou d'autres améliorations ;

Exercer, sous toutes formes, le commerce d'immeubles, acquérir par achat, bail ou autrement, posséder des immeubles, vendre, louer, échanger ou autrement trafiquer et disposer de ces biens immeubles ou de parties d'iceux, aussi développer et diviser aucune telle propriété en lots à bâtir, en rues, ruelles, carrés ou autrement ;

Bâtir des logements et autres bâtiments sur ces biens-fonds ou partie d'iceux ;

Faire, avec aucunes autorités fédérales, provinciales, municipales, locales ou autres, aucune convention qui semblera appropriée aux fins et objets de la compagnie, obtenir aussi d'aucune telle autorité les permis, droits, privilèges et concessions que la corporation croira désirable d'obtenir et d'exercer sous le nom de "Notre-Dame-de-Grâces Curling & Bowling Club", avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuf juillet 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
2773 C.-J. SIMARD.

to have force of law and bind all shareholders of the company ;

To fix the conditions of the transfers of the shareholders of the company and especially to reserve to the company, through its Board of Directors, the right to accept or refuse such transfers, and that with a view of controlling the status of its shareholders ;

To expel, after the reimbursement of the purchase price of his shares, any shareholders of the company guilty of improper conduct ;

To do all acts, transactions and pass all by-laws whatever deemed necessary or suitable for the company's purposes ;

To accept subscriptions for shares of the capital stock of said company, payable in instalments ;

To sell or otherwise dispose of any part of the immoveables or any property of the company, for such considerations and on such terms and conditions as the company may think fit ; and to accept cash, shares, bonds, debentures and stock or securities of any other company in full or part payment thereof ;

To acquire, buy, own, assign, sell or dispose of shares, stock, debentures or securities of any other company having objects altogether or partly similar to those of the company or carrying on any business capable of being carried, directly or indirectly, for the benefit of this company ;

To take and hold hypothees, mortgages, liens and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or of any money due to the company by the purchasers or of any advances made by the company to the purchasers or for building purposes or other improvements ;

To carry on a real estate business in all branches thereof, acquire by purchase, lease or otherwise, and to own immoveables, sell, lease, exchange or otherwise deal in and dispose of immoveables property or any part thereof, and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise ;

To erect dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof ;

To enter into any agreement with all and any authorities, federal, provincial, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects and purposes and to obtain from any such authority any permits, rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and exercise ; under the name of "Notre-Dame-de-Grâces Curling & Bowling Club", with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), to be divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of July, 1920.

C. J. SIMARD,
2774 Assistant Provincial Secretary.

" La Compagnie des Réserves Hydrauliques du Lac Kénogami "

Avis est donné au public qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treizième jour de juillet 1920, constituant en corporation : Simon Lapointe, Edgar Rochette, avocats et Demoiselle

" La Compagnie des Réserves Hydrauliques du Lac Kénogami "

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1920, incorporating : Simon Lapointe, Edgar Rochette, advocates and Miss Corinne Paradis, spinster of full age

Corinne Paradis, sténographe, fille majeure usant de ses droits, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Emmagasiner les eaux du lac Kénogami, dans le comté de Chicoutimi, dans la province de Québec, et de ses tributaires, régulariser leur débit soit par leur débouchés naturels ou par détournement d'iceux, et à cette fin construire et entretenir des barrages, digues, jetées, canaux, réservoirs, écluses, tuyaux, ainsi qu'accessoires et autres travaux nécessaires et utiles connus ou qui pourraient être imaginés ou inventés à l'avenir ;

Construire et entretenir des réservoirs, digues, barrages, jetées, canaux, réservoirs, écluses et tuyaux ainsi que toutes autres structures d'aucune nature quelconque nécessaires ou utiles à la prise, à la déviation, à l'emmagasinement, à la distribution ou à l'utilisation des eaux ;

Acquérir, louer, détenir, entretenir et exploiter des forces hydrauliques ainsi que les droits qui s'y rattachent, aussi acquérir, louer, détenir, entretenir et exploiter tous travaux et améliorations nécessaires ou appropriées à leur développement et améliorations ;

Acquérir, louer et détenir toute propriété immobilière ou aucuns droits ou intérêts en icelle, des droits de flottage, de rivage, de la propriété mobilière, des franchises, privilèges et d'autres droits nécessaires ou avantageux à la réalisation d'aucun des objets de la compagnie et les aliéner ;

Utiliser, vendre, louer et disposer en faveur des personnes, sociétés ou corporations aux prix, termes et conditions, et sauf les restrictions que la compagnie croira convenables, de l'eau de tous lacs, étangs, rivières, cours d'eaux, réservoirs, canaux, écluses et autres structures sous son contrôle ;

Conclure aucuns arrangements bilatéral avec aucune personne, société ou corporation utilisant l'eau des lacs, étangs, rivières, cours d'eau, réservoirs, canaux, écluses ou autres structures sous le contrôle de la corporation, aussi avec aucune personne, société ou corporation qui n'utilise pas cette eau, dans le but d'assurer la distribution équitable et constante d'aucune eau vendue, louée ou autrement fournie ;

Bâtir, acquérir, louer, améliorer, développer, entretenir, exploiter, administrer, contrôler et disposer de routes, chemins, voies ferrées et tramways (ces deux derniers sur sa propriété et pour ses opérations), de voies latérales, ponts, viaducs, drains, bâtiments, usines, estacades, pontons, quais, navires à vapeur, remorqueurs, barges, bacs et autres vaisseaux d'aucune description, nécessaires ou utiles à aucune des fins de la compagnie ;

Acquérir, louer, détenir et entretenir des réseaux télégraphiques et téléphoniques avec leurs accessoires et outillages indispensables ou utiles à la réalisation d'aucun des objets de la compagnie ;

Exercer et se livrer à une industrie d'entreprises générales, qui consisterait à construire, agrandir, réparer, démolir ou autrement exécuter aucun travaux sur des bâtisses, terrains, routes, chemins, manufactures, usines électriques, hydrauliques et pneumatiques, ponts, jetées, entrepôts, cales-sèches, havres, mines, puits, aqueducs, travaux hydrauliques, canaux, barrages, réservoirs, pontons, travaux d'irrigation, d'égoût, de drainage, structures de chemins de fer, voies ferrées, ainsi que les travaux dans lesquels entrent le fer, l'acier, le bois, le marbre, la pierre, la brique, le ciment, la maçonnerie, et des constructions d'aucune autre substance, aussi conclure et accepter aucuns contrats ou

on her own right, all of the city of Quebec for the following purposes :

To store the waters of lake Kenogami, in the county of Chicoutimi, in the Province of Quebec, and of its tributaries ; to regulate their flow either by their natural outlets or by a deviation therefrom, and for that object to construct and maintain dams, dikes, embankments, canals, ditches, flumes, pipe lines and accessories and other necessary and useful works, now known or which may hereafter be discovered or invented ;

To construct and maintain reservoirs, dams, dikes, embankments, canals, ditches, flumes and pipe lines, and all other works of any nature whatsoever, necessary or useful for the catchment, diversion, storage, distribution or use of water ;

To acquire, lease, hold, maintain and operate water powers and rights connected therewith, and acquire, lease, hold, maintain and operate all works and improvements necessary or conducive to the development or utilization thereof ;

To acquire, lease and hold all immoveable property or any rights or interest therein, water rights, riparian rights, moveable property or franchises, privileges and other rights necessary or convenient for the carrying out of any of the purposes of the company, and to alienate the same ;

To use, sell, lease and dispose of, to such persons, firms or corporations for such price, such terms and conditions, and subject to such limitations, as the company may seem proper, water from all or any of the lakes, ponds, rivers, streams, reservoirs, canals, flumes and other works under its control ;

To enter into any joint agreement with any person, firm or corporation using water from lakes, ponds, rivers, streams, reservoirs, canals, flumes or other works under the company's control and with any person, firm or corporation not using any such water, for the purpose of assuring an equitable and constant distribution of any water sold, leased or otherwise supplied ;

To build, acquire, lease, improve, develop, maintain, operate, manage, control and dispose of highways, roads, railways and tramways (the two latter upon its own property in connection with its operations), sidings, bridges, viaducts, culverts, buildings, workshops, booms, piers, wharves, steamboats, tugs, barges, scows and other vessels of any description, necessary or useful for any of the purposes of the company ;

To acquire, lease, hold and maintain telegraph and telephone lines, with their accessories and equipments necessary or useful for the carrying out of any of the purposes of the company ;

To carry on and conduct a general contracting business, including the construction, enlarging, repairing, removing or otherwise engaging in any work, upon buildings, grounds, roads, highways, manufacturing, electric, hydraulic and pneumatic plants, bridges, piers, docks, drydocks, harbours, mines, shafts, waterworks, aqueducts, canals, dams, reservoirs, embankments, irrigation sewage, drainage, railroads, railway structures and all iron, steel, wood, marble, stone, brick, cement, masonry and earth constructions in any other material, and to enter into and receive any contracts or assignments of contracts therefor, or relating thereto, or connected therewith and to manufacture and furnish the building mater-

sous-contrats y relatifs ou s'y rapportant, fabriquer et fournir les matériaux de construction et les accessoires s'y rattachant ;

Faire affaires comme hôteliers, restaurateurs et aubergistes ;

Acquérir, louer, détenir, avoir la jouissance, l'exercice et l'exécution de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, des franchises, droits, pouvoirs et privilèges que possède ou dont jouit aucune personne, société ou compagnie exerçant ou constituée pour exercer aucune opération ou industrie entièrement ou partiellement semblable à celle que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou aucune opération ou industrie propre à être conduite ou exercée de manière à profiter directement ou indirectement à la corporation ;

Emettre, pour remplacer aucun autre certificat que la compagnie est autorisée à émettre relativement à une ou plusieurs actions, des mandats de contribution avec ou sans coupon de paiement, des dividendes accrus sur l'action ou les actions que représente le mandat ;

Acquérir, posséder, détenir, vendre et réemettre les actions et le capital d'aucune autre compagnie ou corporation ;

Faire tout ce qui est nécessaire, convenable, avantageux ou approprié à l'accomplissement ou à la réalisation d'un ou plusieurs objets de la compagnie ou qui en aucun temps, semblera nécessaire à la protection ou à l'avantage de la compagnie ou de ses biens ;

Généralement faire toutes les choses qui se rattachent à la réalisation des objets de la compagnie, sous le nom de "La compagnie des Réserves Hydrauliques du Lac Kénogami", avec un capital total de dix-huit mille piastres (\$18,000.00), divisé en cent quatre-vingts (180) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Chicoutimi, district de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de juillet 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
2775 — C.-J. SIMARD.

"Sang Yuen Company".

Avis est donné qu'en vertu de la partie I de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-unième jour de juillet 1920, constituant en corporation : Gordon N. Yuen, interprète chinois, Henry Seet Foon, Beck Tun, Bing Joe Yuen, marchands, Charles Peckalias Peck Fook Art, restaurateur, tous cinq de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :

Généralement exercer sous toutes formes le commerce de marchands en gros et au détail, importateurs et exportateurs d'épices et provisions de toutes espèces, de tabacs, cigars, cigarettes, bières, vins, spiritueux et boissons enivrantes de toute sorte, le tout sujet et conformément aux dispositions de la Loi des Licences de Québec ;

Se livrer à la fabrication, à l'achat et à la vente d'aucuns articles relatifs à son commerce et jugés nécessaires ou avantageux à l'entreprise corporative ;

Acquérir et assumer, à titre de firme active, le commerce actuellement exercé à Montréal sous le nom de Sang Yuen Company, avec la totalité de l'actif et du passif des propriétaires de ce commerce ou qui s'y rattache, et payer

ials and supplies connected therewith ;

To carry on the business of hotel, restaurant and lodging house keepers ;

To acquire, lease, hold, enjoy, exercise and carry on all, or any of the property, franchises, rights, powers and privileges held or enjoyed by any person, firm or Company carrying on or formed for carrying on any operation or business, similar in whole or in part to that which the company is authorized to carry on, or any operation or business capable of being conducted or carried on so as to directly or indirectly benefit the company ;

To issue, in lieu of any other certificate the company is authorized to issue in respect of any share or shares, share warrants, with or without coupons, for the payment of the dividends accruing on the share or shares included in the warrant ;

To acquire, own, hold, sell and reissue the shares and stock of any other company or corporation ;

To do all, and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment or attainment of any one or more of the objects of the company, or which shall at any time appear to be necessary for the protection or benefit of the company or of its properties ;

Generally to do all such things as are incidental to the carrying out of the objects of the company, under the name of "La Compagnie des Réserves Hydrauliques du Lac Kénogami", with a total capital stock of eighteen thousand dollars (\$18,000.00), divided into one hundred and eighty (180) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the town of Chicoutimi, in the district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of July, 1920.

C. J. SIMARD,
2776 Assistant Provincial Secretary.

"Sang Yuen Company".

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of July, 1920, incorporating : Gordon N. Yuen, chinese interpreter, Henry Seet Foon, Beck Tun, Bing Joe Yuen, merchants, Charles Peckalias Peck Fook Art, restaurant-keeper, all five of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To generally carry on in all its branches the business of wholesale and retail dealers, importers and exporters of groceries and provisions of all kinds, tobacco, cigars, cigarettes, beer, wines, spirituous and alcoholic liquors of every kind, the whole subject and pursuant to the provisions of the Quebec License Law ;

To carry on the manufacture, purchase and sale of any articles relating to its business and deemed necessary or advantageous to the undertaking of the company ;

To acquire and take over as a going concern the business presently carried on at Montreal under the name of Sang Yuen Company together with the whole of the assets and liabilities of the owners of such business or connected there-

en actions libérées de la compagnie ou autrement ;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir et jouir d'aucune propriété mobilière ou immobilière, des franchises, de l'achalandage, des patentes, marques de commerce, droits ou privilèges que détient ou dont jouit aucune personne, société ou compagnie exerçant ou constituée pour exercer aucun commerce semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer et assumer le passif d'aucune telle personne, société ou compagnie, et les payer en actions libérées ou autrement ;

Manufacturer, acheter, vendre aucune espèce d'articles ou effets propres à être vendus, manufacturer ou autrement trafiquer en gros et au détail de ces articles et effets, sous le nom de "Sang Yuen Company", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le siège social de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de juillet 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
2795 C.-J. SIMARD.

with and to pay for the same in paid-up shares of the company or otherwise ;

To purchase, lease or otherwise acquire, hold and enjoy any moveable or immovable property, franchises, good-will, patents, trade marks, rights or privileges held and enjoyed by any person, firm or company carrying on or formed for carrying on any similar business to that which the present company is authorized to carry on and assume the liabilities of any such person firm or company and pay for same in paid up shares or otherwise ;

To manufacture, sell, purchase any kind of goods or objects capable of being sold, manufacture or otherwise, deal wholesale and retail in any such objects and goods, under the name of "Sang Yuen Company" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of July, 1920.

C. J. SIMARD,
2796 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'Instruction publique

No 190.—Elec.

Nomination de 2 commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en conseil en date du huitième jour de juillet 1920, de nommer MM. Jean-Baptiste Dufresne et Honoré Parent commissaires d'écoles pour la municipalité de Beauport, paroisse, dans le comté de Québec.

No 1992.—Elec.

Nomination de 5 commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 8 juillet 1920, de nommer MM. Ferdinand Goyette, Henri Hébert, Wilfrid Hébert, Adélar Goyette et Chrysologue Bourdon commissaires d'écoles pour la municipalité de Maple-Grove, dans le comté de Beauharnois.

No 1428.—Elec.

Nomination de 2 commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du quinze juillet 1920, de nommer MM. Nazaire Chalifoux et Auguste Thomas commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Rémi-d'Amherst, dans le comté de Labelle. 2767

836-19.

Québec, 19 juillet 1920.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Lac-au-Saumon, comté de Matane, les lots Nos 1 à 12, inclusivement, des rangs II, III, IV, V et VI du canton de Humqui, et d'y ajouter les lots Nos 1 à 12, inclusivement, des rangs VII et VIII du même canton, et de les annexer à la municipalité scolaire de Matalick, même comté. 2769—31-2

Department of Public Instruction

No. 190—Elec.

Appointment of 2 school Commissioners.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 8th July, 1920, to appoint Messrs. Jean-Baptiste Dufresne and Honoré Parent school commissioners of the municipality of Beauport, parish, in the county of Quebec.

No. 1992—Elec.

Appointment of 5 school commissioners.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 8th July, 1920, to appoint Messrs. Ferdinand Goyette, Henri Hébert, Wilfrid Hébert, Adélar Goyette and Chrysologue Bourdon school commissioners for the municipality of Maple Grove, in the county of Beauharnois.

No. 1428—Elec.

Appointment of 2 school commissioners.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 15th July, 1920, to appoint Messrs. Nazaire Chalifoux and Auguste Thomas school commissioners of the municipality of Saint-Rémi-d'Amherst, in the county of Labelle. 2768

836-19.

Quebec, 19th July, 1920.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Salmon Lake, county of Matane, lots Nos. 1 to 12, inclusively, of ranges II, III, IV, V and VI of the township of Humqui, and to add thereto lots Nos. 1 to 12, inclusively of ranges VII and VIII of the same township, and to annex them to the school municipality of Matalick, in the same county. 2770—31-2

No 905—Elec.

Nomination de deux commissaires d'écoles.
Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, à la date du 21 juillet 1920, de nommer M. Joseph Richer, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Jovite, dans le comté de Terrebonne.

No 977—Elec.

M. Joseph-Azarie Guay, commissaire d'écoles pour la municipalité de Lauzon, dans le comté de Lévis. 2825

1245-20

Québec, 26 juillet 1920.

Demande est faite au surintendant de changer le nom de la municipalité scolaire de Métabetchouan, dans le comté du Lac-Saint-Jean, en celui de Saint-Louis-de-Chambord. 2821—31-2

739-18.

Québec, 26 juillet 1920.

Demande est faite au surintendant de détacher de la municipalité scolaire de Chutes-Victoria, comté de Labelle, les rangs 4, 5 et 6 du canton de Moreau, et de les annexer à la municipalité scolaire de Cantons-Unis, même comté. 2823—31-2

No. 905—Elec.

Appointment of two school commissioners.
His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 21st July, 1920, to appoint Mr. Joseph Richer, school commissioner for the municipality of Saint-Jovite, in the county of Terrebonne.

No. 977—Elec.

Mr. Joseph-Azarie Guay, school commissioner for the municipality of Lauzon, in the county of Lévis. 2826

1245-20

Quebec, 26th July, 1920.

Application is made to the Superintendent to change the name of the school municipality of Metabetchouan, in the county of Lake Saint-John, to that of Saint-Louis-de-Chambord. 2822—31-2

739-18.

Quebec, 26th July, 1920.

Application is made to the Superintendent to detach from the school municipality of Chutes-Victoria, county of Labelle, the ranges 4, 5 and 6 of the township of Moreau, and to annex them to the school municipality of United Townships, same county. 2824—31-2

Département des terres et forêts

Avis est par le présent donné que le bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à
Hull, bureau des terres, le 6 juillet 1920 ;

Chicoutimi, " " le 14 juillet 1920 ;

Restigouche, Comté de Bonaventure, moulins Chaleurs Bay Mills, le 27 juillet 1920 ;

Québec, département des terres et forêts, le 7 septembre 1920 pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs de bois.

Les aspirants devront communiquer immédiatement avec le département et désigner l'endroit où ils doivent se présenter.

Un honoraire de \$4.00 est exigible.

Le sous-ministre des terres et forêts,
ELZ.-MIVILLE DECHENE.
Québec, 22 mai 1920. 1983—21-16

Department of Lands and Forests

Notice is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec will meet at

Hull P. Q., Crown Lands office, on the 6th July, 1920 ;

Chicoutimi, Crown Lands office, on 14th July, 1920 ;

Restigouche, Co of Bonaventure, Chaleurs Bay Mills, on 27th July, 1920 ;

Quebec, Department Lands & Forests, on 7th September, 1920, to examine candidates desiring to qualify as log cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with the Department and mention the place where they propose presenting themselves. A fee of \$4.00 is exacted.

ELZ. MIVILLE DECHENE,
Deputy Minister of Lands & Forests.
Quebec, 22nd May, 1920. 1984—21-16

Département du trésor

AVIS DE SUSPENSION DE PERMIS DE SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS

Avis est par le présent donné que la "Ancient Order of Hibernians of America, in the Province of Quebec", société de secours mutuels incorporée en vertu de la loi 62 Victoria, chapitre 32, n'ayant pas satisfait aux dispositions de la loi des assurances de Québec relativement à la transmission de l'état annuel de ses affaires, le permis déjà accordé à ladite société est en conséquence suspendu depuis le quinzième jour de juillet 1920, et à partir de cette date ladite société n'est plus autorisée à faire des affaires de société de secours mutuels dans la province de Québec.

Donné conformément aux prescriptions de

Treasury Department

NOTICE OF SUSIENSION OF LICENSE TO A MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION.

Notice is hereby given that the "Ancient Order of Hibernians of America, in the Province of Quebec", a mutual benefit association incorporated in virtue of Act 62 Victoria, chapter 32, having not complied with the provisions of the Quebec Insurance Act respecting the filing of the annual statement of its affairs, the license already granted to the said association is therefore suspended from the fifteenth day of July, 1920, and from this date the said association is not further authorized to transact business of mutual benefit association in the Province of Quebec.

Given pursuant to the provisions of article

l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-deuxième jour de juillet 1920.

Le surintendant des assurances,
F.-L. MONCK.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Branche des assurances,
Département du trésor, Québec.

2771—31-2

6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty second day of July, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
F. L. MONCK,

Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec.

2772—31-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Maccabees", autorisant cette compagnie à transiger, dans la province de Québec, des affaires d'assurance sur la vie a été modifié, lui accordant le droit de faire l'assurance contre la maladie et l'assurance d'incapacité, le ou après le vingt-quatrième jour de juillet 1920.

Le nom et l'adresse de l'agent-chef pour la province de Québec, sont : J.-E. Roy, 139 rue Sainte-Catherine, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-quatrième jour de juillet 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,

F.-L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec.

2797—31-2

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to "The Maccabees", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of life insurance, has been extended to include the business of sickness insurance and disability insurance, on and after the 24th day of July, 1920.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec, are : J.-E. Roy, 139 Sainte-Catherine street, Montreal.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this 24th day of July, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
F.-L. MONCK,

Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec.

2798—31-2

Avis est par le présent donné que la "Manufacturing Wood Workers Underwriters" a été enregistrée pour faire des affaires d'assurance contre le feu, dans la province de Québec, le ou après le vingt-sixième jour de juillet 1920.

Le nom et l'adresse de l'agent-chef de la province de Québec, sont : Claude Villiers, 203 édifice McGill, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-sixième jour de juillet 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,

F.-L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec.

2799—31-2

Notice is hereby given that the "Manufacturing Wood Workers Underwriters" has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of fire insurance, on and after the 26th day of July, 1920.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec, are : Claude Villiers, 203 McGill building, Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this 26th day of July, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
F.-L. MONCK,

Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec.

2800—31-2

Avis est par le présent donné que la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de Témiscaming ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, sous-section VI, section XXII, chapitre 111, titre XI, des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a obtenu un permis et a le droit de recevoir les applications et d'émettre des polices d'assurance et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu formée en vertu desdits articles dudit paragraphe peut légalement transiger relativement au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'inspecteur, savoir : assurance mutuelle contre le feu sur des bâtiments de ferme et risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ou extra-hasardés) dans les limites du comté de Témiscaming, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, ce vingt-septième jour de juillet 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,

F.-L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec.

2845—31-2

Notice is hereby given that "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de Témiscaming" has been established in conformity with articles 6886 and following, paragraph VI, sub-section VI, section XXII, chap. 111, title XI, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company formed under the said article of the said sub-section, may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in the declaration to the inspector, namely : mutual insurance against fire on farm buildings and isolated risks (such risks being other than commercial, or on buildings used for commercial or manufacturing purposes, or extra-hazardous), within the limits of the county of Temiscaming, in the Province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty-seventh day of July, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
F.-L. MONCK,

Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec.

2846—31-2

Dissolution de société de secours mutuels.

Avis est par le présent donné que le "Supreme Council of the Catholic Mutual Benefit Association", de Hornell, état de New-York, dans les Etats-Unis d'Amérique, et ses "Grands Conseils" ont été dissous par un ordre de la Cour suprême de l'état de New-York, le onzième jour de mai 1920, et en conséquence, le permis et l'enregistrement accordés à ladite société par l'honorable trésorier de la province pour l'autoriser à faire des affaires de sociétés de secours mutuels, pourvoyant au paiement de bénéfices à l'occasion de la mort de ses membres, ont été annulés, et ladite société n'est plus autorisée à faire affaires, à compter du onzième jour de mai 1920.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-et-unième jour de juillet 1920.

Le surintendant des assurances,

F.-L. MONCK.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 2745—30-2

Dissolution of a Mutual Benefit Association.

Notice is hereby given that the Supreme Council of the Catholic Mutual Benefit Association, of Hornell, State of New York, U. S. A. and its Grand Councils, have been dissolved by an order of the Supreme Court of the State of New York, dated 11th May, 1920, and therefore the license and certificate of registration granted to the said Association by the Provincial Treasurer, authorizing it to transact, within the Province, the business of a mutual benefit association providing death benefits for its members, are hereby cancelled and the said Association is not authorized to transact the said business, after the said date of 11th May, 1920.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty-first day of July, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

F.-L. MONCK,

Superintendent of Insurance,
Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 2746—30-2

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Richelieu, Cour supérieure. No 6585.

Dame Mathilda Archambault, épouse commune en biens de Albert Chenette, industriel et commerçant, tous deux de la paroisse de Saint-Ours, district de Richelieu, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Albert Chenette, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur.

Le procureur de la demanderesse,

P.-J.-ARTHUR CARDIN.

Sorel, ce 26 juillet 1920. 2809—31-5

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Richelieu, Superior Court. No. 6585.

Dame Mathilda Archambault, wife common as to property of Albert Chenette, tradesman, both of the parish of Saint-Ours, district of Richelieu, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Albert Chenette, defendant.

An action for separation as to property has been, this day, instituted against the defendant.

P.-J.-ARTHUR CARDIN,

Attorney for plaintiff.

Sorel, 26th July, 1920. 2810—31-5

Cour supérieure pour le district de Montréal, dans la province de Québec, No 1737.

Madame Marie-Louise Dumaine, épouse du défendeur, marbrier, dûment autorisée à ester en justice, des cité et district de Montréal, demanderesse; contre ledit Joseph-George Piché, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour contre le défendeur en cette cause.

Le procureur de la défenderesse,

WILFRID BESSETTE.

Montréal, 15 juillet 1920. 2705—30-5

In the Superior Court for the Province of Quebec, district of Montreal, No 1737.

Madam Marie-Louise Dumaine, wife of Joseph-George Piché, marber, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; against the said Joseph-George Piché, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, against the defendant in that case.

WILFRID BESSETTE,

Solicitor for plaintiff.

Montreal, 15th July, 1920. 2706—30-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3144. Dame Marie-Anne Rivet, des cité et district de Montréal, épouse de Herménégilde Beaucage, journalier, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Herménégilde Beaucage, journalier, du même lieu, demandeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19e jour d'avril 1920.

Montréal, ce 2 juin 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
2569—28-5 RIVET & CAISSE.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3144. Dame Marie-Anne Rivet, of the city and district of Montreal, wife of Herménégilde Beaucage, laborer, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Herménégilde Beaucage, laborer, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 19th of April, 1920.

Montreal, this 2nd June, 1920.

2570—28-5 RIVET & CAISSE,
Attorneys for plaintiff,

Avis divers

Canada, province de Québec, village de Chandler.

Avis public est par les présentes donné qu'à une session spéciale du conseil du village de Chandler, tenue au lieu et à l'heure ordinaire des sessions dudit Conseil, le quinzième jour de juillet mil neuf cent vingt, le Conseil du village de Chandler a ordonné et décrété l'érection de son territoire en municipalité de ville sous l'empire de la loi des cités et villes, sous le nom de "La ville de Grand Pabos", laquelle ville sera comprise dans les bornes suivantes, savoir :

1. Les lots depuis y compris le No 69a jusqu'au No 80b, inclusivement dans le premier rang de la seigneurie de Pabos ainsi que de leurs subdivisions ;

2. Tous les lots du Grand Banc de Pabos ;

3. Toute l'étendue de la Baie du Grand Pabos comprise vis-à-vis les limites sus-dénommées et limitée à l'ouest par le prolongement de la limite ouest du susdit lot No 80b jusqu'à la laisse des basses eaux au nord du Grand Banc de Pabos, puis de là vers l'ouest une ligne suivant ladite laisse des basses eaux jusqu'à l'extrémité ouest dudit Banc du Grand Pabos.

Le tout suivant le numérotage des lots du cadastre officiel de la municipalité de Pabos.

Et que la corporation dudit village de Chandler s'adressera, dans les délais et en la forme prévue par la loi, au lieutenant-gouverneur en Conseil, le priant d'émettre les lettres patentes érigeant les territoires sus-décrits de la municipalité du village de Chandler en corporation de ville.

Fait et signé à Chandler, ce seizième jour de juillet mil neuf cent vingt.

Le maire,

MIKE MURPHY.

Le secrétaire-trésorier,

2779—31-4 J. ROUSSEAU BASTIEN.

Province de Québec, district de Chicoutimi.

LA COMPAGNIE TREMBLAY-SIMARD, LIMITÉE.

Avis est par les présentes donné que la Compagnie Tremblay-Simard, limitée, constituée en corporation par lettres-patentes accordées le dix-huit mars mil neuf cent vingt, et ayant le siège principal de ses affaires en la ville de Bagotville, a établi son bureau ou domicile légal dans la bâtisse servant de magasin, bureau d'affaires et résidence à M. J.-Alphonse Tremblay, marchand, en la ville de Bagotville, rue Victoria. Cette bâtisse érigée sur un immeuble formé des lots Nos 115, 118 et 119 du cadastre officiel de la dite ville de Bagotville.

Cet avis est donné en conformité de l'article 5976 de la loi des compagnies de Québec, 1920.

LA COMPAGNIE TREMBLAY-SIMARD, LIMITÉE.

Par le secrétaire,

2783 RAY BELLEAU.

Province de Québec, district de Chicoutimi.

LA COMPAGNIE TREMBLAY-FORTIN, LIMITÉE.

Avis est par les présentes donné que la Compagnie Tremblay-Fortin, limitée, constituée en

Miscellaneous Notices

Canada, Province of Quebec, village of Chandler.

Public notice is hereby given that at a special meeting of the council of the village of Chandler, held at the ordinary place and hour of the meetings of the said Council, on the fifteenth day of July, nineteen hundred and twenty, the council of the village of Chandler has ordered and decreed the erection of its territory into a municipality of town under the law of the cities and towns, under the name of "The town of Grand Pabos", the said town will be comprised in the following boundaries, to wit :

1. The lots from the No. 69a (inclusively) to No. 80b, inclusively in the first range of the Seignior of Pabos, and also of their subdivisions ;

2. All the lots of the Grand Banc de Pabos ;

3. All the superficie of the Bay of Grand Pabos comprised in the above mentioned boundaries, and bounded on the west side by the prolongation of the west boundary line of the aforesaid lot No. 80b until the low tide mark on the shore of the Grand Banc de Pabos, and thence to the west a line following the said low tide mark until the west end of the said Banc du Grand Pabos.

The whole according the numbers of the official cadastre of the municipality of Pabos.

And that the corporation of the village of Chandler will make a request, in the delays and formalities provided for by the law, to the Lieutenant-Governor, praying the said lieutenant-governor to issue the letters patent erecting the territory above described of the municipality of the village of Chandler into a corporation of town.

Done and signed at Chandler aforesaid, on this sixteenth day of July, nineteen hundred and twenty.

MIKE MURPHY,

Mayor.

J. ROUSSEAU BASTIEN,

2780—31-4 Secretary-Treasurer.

Province of Quebec. District of Chicoutimi.

"LA COMPAGNIE TREMBLAY-SIMARD, LIMITÉE".

Notice is hereby given that "La Compagnie Tremblay-Simard, limitée", a corporation duly incorporated by letters patent granted on the eighteenth day of March, nineteen hundred and twenty, and having its principal place of business in the town of Bagotville, has established its office or legal domicile in the building occupied as store, office and residence by Mr. J.-Alphonse Tremblay, merchant, in the town of Bagotville, on Victoria street. The said building being erected on an immoveable formed by lots Nos. 115, 118 and 119 of the official cadastre of the said town of Bagotville.

This notice is given pursuant to the provisions of article 5976 of the Quebec Companies' Act, 1920.

LA COMPAGNIE TREMBLAY-SIMARD, LIMITÉE.

By RAY. BELLEAU,

2784 Secretary.

Province of Quebec. District of Chicoutimi.

"LA COMPAGNIE TREMBLAY-FORTIN, LIMITÉE".

Notice is hereby given that "La Compagnie Tremblay-Fortin, limitée", a corporation duly

corporation par lettres-patentes accordées le dix-huit mars mil neuf cent vingt, et ayant le siège principal de ses affaires en la ville de Bagotville, a établi son bureau ou domicile légal dans la bâtisse servant de magasin, bureau d'affaires et résidence à M. J.-Alphonse Tremblay, marchand, en la ville de Bagotville, rue Victoria. Cette bâtisse érigée sur un immeuble formé des lots Nos 115, 118 et 119 du cadastre officiel de la dite ville de Bagotville.

Cet avis est donné en conformité de l'article 5976 de la loi des compagnies de Québec, 1920.

LA COMPAGNIE TREMBLAY-FORTIN, LIMITÉE.
Par le secrétaire,
2785 RAY. BELLEAU.

incorporated by letters patent granted on the eighteenth day of March, nineteen hundred and twenty, and having its principal place of business in the town of Bagotville, has established its office or legal domicile in the building occupied as store, office and residence by Mr. J.-Alphonse Tremblay, merchant, in the town of Bagotville, on Victoria street. The said building being erected on an immovable formed by lots Nos. 115, 118 and 119 of the official cadastre of the said town of Bagotville.

This notice is given pursuant to the provisions of article 5976 of the Quebec Companies' Act, 1920.

LA COMPAGNIE TREMBLAY-FORTIN, LIMITÉE.
By RAY. BELLEAU,
2786 Secretary.

Avis public est aux présentes donné que Robert Schuman Bryson, de Montréal, chimiste-pharmacien, a produit chez l'honorable secrétaire de la province une déclaration à l'effet que son nom sera Robert Horne Bryson, jr, à compter du 25 juin 1920.

Une copie de cette déclaration a été produite au ministère de l'honorable secrétaire de la province, à Québec, une au ministère de l'honorable secrétaire d'état du Canada, à Ottawa, et une au greffe des tutelles, à Montréal.

Daté à Montréal, le 25 juin 1920.

Les avocats,
ROSS & ANGERS.
20, rue Saint-Nicholas, à Montréal.
Avocats de Robert Horne Bryson, jr. 2791

Public notice is hereby given that Robert Schuman Bryson of Montreal, pharmaceutical chemist, has filed with the Honourable Provincial Secretary a declaration that his name shall, from 25th June, 1920, be Robert Horne Bryson, jr.

A copy of this declaration has been filed in the Department of the Honourable Provincial Secretary, Quebec, one at the Department of the Honourable Secretary of State for Canada, at Ottawa, and one at the Tutelle office, Montreal.
Dated at Montreal, 25th June, 1920.

ROSS & ANGERS,
Barristers.
20 Saint Nicholas street, Montreal.
Solicitors for Robert Horne Bryson, jr. 2792

Canada, province de Québec, district de Québec.

Avis public est par les présentes donné qu'à une session spéciale du conseil du village de Donnacona, tenue au lieu et à l'heure ordinaire des sessions dudit conseil, le quinzième (15e) jour de juillet mil neuf cent vingt, le conseil du village de Donnacona a ORDONNÉ ET DÉCRÉTÉ l'érection de son territoire en municipalité de ville sous l'empire de la loi des cités et des villes, sous le nom de la ville de Donnacona, laquelle ville sera comprise dans les bornes suivantes :

1. Vers le nord-est les lots 75, 76 et 77 ;
2. Vers le sud-est le fleuve St-Laurent ;

3. Vers le nord-ouest et le sud-ouest la rivière Jacques-Cartier.

Le tout suivant le cadastre officiel de la municipalité de Saint-Jean-Baptiste-des-Ecureuils.

Le chiffre actuel de la population du village de Donnacona, tel qu'établi par recensement spécial ordonné pour cette fin, est de huit cent quatre-vingt-sept (887) âmes.

Et que la corporation dudit village de Donnacona s'adressera, dans les délais et en la forme prévus par la loi, au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'émettre les lettres-patentes érigeant les territoires sus-décrits de la municipalité du village de Donnacona en corporation de ville.

Fait et signé à Donnacona, ce seizième jour de juillet mil neuf cent vingt.

Le maire,
NAP. BOIVIN.
Le secrétaire-trésorier,
O. ROYER.

[2711—30-4

Canada, Province of Quebec, district of Quebec.

Public notice is hereby given that at a special sitting of the council of the village of Donnacona, held at the ordinary place and hour of the sittings of the said council, on the fifteenth (15th) day of July, in the year one thousand nine hundred and twenty, the council of the village of Donnacona DID ORDER AND DECREE the erection of its territory into a city municipality under the cities and towns act, under the name of the town of Donnacona, which town will be comprised within the following bounds :

1. To the north east lots 75, 76 and 77 ;
2. To the southeast the Saint Lawrence river ;
3. To the northwest and the south west the Jacques-Cartier river.

The whole in accordance with the official cadastre of the municipality of Saint-Jean-Baptiste-des-Ecureuils.

The actual population of the village of Donnacona, as established by the special census ordered for this purpose, is of eight hundred and eighty seven (887) souls, and that the corporation of the said village of Donnacona shall, within the delay and in the form fixed by the law, apply to the Lieutenant-Governor in Council praying for the issue of letters patent erecting the above described territory of the municipality of the village of Donnacona, into a town corporation.

Done and signed at Donnacona, this sixteenth day of July, in the year one thousand nine hundred and twenty.

NAP BOIVIN,
Mayor.
O. ROYER,
Secretary-Treasurer.

2712—30-2

Compagnies autorisées à faire des affaires

La Compagnie "Riverdale Fire Corporation, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Joseph-A. Hearn, de la ville de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

Québec, 14 juillet 1920. 2805

La Compagnie "Richford Manufacturing Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Sutton, dans le district de Bedford.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. C.-Ulric-R. Tartre, notaire, du village de Sutton, district de Bedford.

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

Québec, 13 juillet 1920. 2807

Companies authorized to do business

The Company "Riverdale Fire Corporation, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers granted to the said Company by its charter will be limited to those granted to corporations of the same nature, incorporated under the laws of the Province of Quebec, and subject to the rules prescribed by the laws of the Province now in force.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Joseph-A. Hearn, of the city of Montreal.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 14th July, 1920. 2806

The Company "The Richford Manufacturing Company" has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law now in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Sutton, in the district of Bedford.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. C.-Ulric-R. Tartre, notary, of the village of Sutton, district of Bedford.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 13th July, 1920. 2808

En liquidation

THE BACK RIVER LAND COMPANY, LIMITED.

Avis de liquidation volontaire.

Avis est aux présentes donné, aux termes des S.R.Q., 6127, que, à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la "Back River Land Company, Limited", tenue dans la cité de Montréal, le 30 juin 1920, une résolution a été passée à l'effet de liquider et dissoudre volontairement la compagnie, et que le soussigné a été, ce jour, nommé liquidateur.

Montréal, le 2 juillet 1920.

Le liquidateur,

2793 A.-W. ROBERTSON.

Winding Up

THE BACK RIVER LAND COMPANY, LIMITED

Notice of voluntary Winding up.

Notice is hereby given, in terms of R. S. Q., 6127, that at a special general meeting of shareholders of "The Back River Land Company, Limited", held at the city of Montreal, on the 30th June, 1920, a resolution was passed for the voluntary winding up and dissolution of the company, and the undersigned was, that day, appointed liquidator.

Montreal, July 2nd, 1920.

A.-W. ROBERTSON,

2794 Liquidator.

Faillite—avis de

En vertu de la loi des liquidations.

Re: Radio Electric Company of Canada, Limited, en liquidation.

Sur ordonnance de la Cour supérieure, par jugement rendu le 21 juillet 1920, avis est par le présent donné qu'un bordereau de dividende a été préparé relatif à la susdite compagnie en liquidation, ouvert à contestation jusqu'au 10 août

Notices of Bankruptcy

Under the Winding Up Act.

Re: Radio Electric Company of Canada, Limited, in liquidation.

Under order of the Superior Court, by judgment rendered the 21st day of July, 1920, notice is hereby given that a dividend sheet has been prepared of the above company in liquidation, and that the same is open for contestation until

prochain. Le bordereau de dividende peut être examiné à mon bureau ci-dessous.

F.-W. SHARP, C. L.,
511 immeuble "Power", à Montréal. 2781

Province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, No 4662.

In re: Napoléon Gilbert, de Saint-Georges-de-Beauce, failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au trente-unième jour d'août prochain, 1920, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, à Saint-Georges-Est, Beauce, P. Q.

Le curateur,

RODOLPHE MONETTE,
Saint-Georges, Beauce, 30 juillet 1920. 2811

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure.

Dans l'affaire de A.-P. Pattenaude, en son vivant marchand, de Loretteville, succession vacante.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable B. Letellier, juge de la Cour supérieure de Québec, en date du 22 juillet 1920, nous avons été nommés curateurs aux biens de cette succession vacante.

Toutes personnes ayant des réclamations contre ladite succession vacante devront les produire, dûment assermentées, entre les mains des curateurs soussignés dans les trente jours du présent avis; et toutes personnes endettées envers ladite succession vacante devront régler dans le même délai.

Les curateurs,

THERIAULT & GAGNON,
Bureau: 108 rue Saint-Joseph.
Québec, 23 juillet 1920. 2813-31-2

10th August next. The dividend sheet can be seen at my address as below.

F.-W. SHARP, C. A.,
511 Power building, Montreal. 2782

Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 4662.

In re: Napoléon Gilbert, of Saint-Georges-de-Beauce, insolvent.

Notice is hereby given that a first and last dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the thirty first day of August, 1920, on and after which date dividends will be payable at the office of the undersigned, at Saint-Georges-Est, Beauce, P. Q.

RODOLPHE MONETTE,
Curator.

Saint-Georges, Beauce, 30th July, 1920. 2812

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court.

In the matter of A.-P. Pattenaude, in his lifetime merchant, of Loretteville, vacant estate.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of Honourable B. Letellier, judge of the Superior Court of Quebec, dated the 22nd of July, 1920, we have been appointed curators to the property of the above vacant estate.

Any persons having claims against the said vacant estate must file the same, duly sworn, with the undersigned curators within thirty days of the present notice; and all persons indebted towards the said vacant estate must make settlements within the same delay.

THERIAULT & GAGNON,
Curators.

Office: 108 Saint-Joseph street.
Quebec, 23rd July, 1920. 2814-31-2

Minutes de notaire

Québec, 19 juillet 1920.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil par M. J.-S.-Aimé Ashby, notaire, pratiquant et demeurant à Lachine, comté de Jacques-Cartier, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Alfred Narcisse LePailleur, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
2719-30-5 C.-J. SIMARD.

Notarial minutes

Quebec, 19th July, 1920.

Notice is hereby given, in conformity with the provisions of the Notarial Code, that application has been made to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. J.-S.-Aimé Ashby, notary, practising and residing at Lachine, county of Jacques-Cartier, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Alfred Narcisse LePailleur, in his lifetime notary, of the same place.

C.-J. SIMARD,
2720-30-5 Assistant Provincial Secretary.

Ratification de titre

District de Joliette.—Cour supérieure.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Joliette, un acte passé devant C.-G.-H. Beaudoin, notaire, le quinzième jour de décembre 1900, entre Charles Pelletier, cultivateur, domicilié à Wells, dans l'état du Michigan, un des Etats-Unis d'Amérique, et Eustache Ladouceur, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Béatrix, étant une vente par ledit Charles Pelletier audit Eustache Ladouceur, de l'immeuble

Confirmation of title

District of Joliette.—Superior Court.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the Superior Court, in the district of Joliette, a deed executed before C.-G.-H. Beaudoin, notary, the fifteenth day of the month of December, 1900, between Charles Pelletier, farmer, having his domicile in Wells, in the estate Michigan, one of the United States of America, and Eustache Ladouceur, farmer, of the parish of Sainte-Beatrix, being a sale by the said Charles Pelletier to the

connu et désigné sous le numéro soixante-huit (68) des plan et livre de renseignements officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Béatrix, et qui, pendant les trois dernières années, a été possédé comme propriétaire par Eustache Ladouceur, Joseph Trudel et Avila Beaudry, tous trois cultivateurs, de ladite paroisse de Sainte-Béatrix.

Toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur ledit immeuble immédiatement avant le trentième jour de janvier 1901, date de l'enregistrement dudit acte par lequel ledit immeuble a été acquis par ledit Eustache Ladouceur, sont averties qu'il sera présenté à ladite cour, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE 1920, à DIX heures de l'avant-midi, une demande en ratification de titre ; et qu'à moins que leurs réclamations soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe dudit protonotaire dans les six jours après ledit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Joliette, 16 juillet 1920.

Les protonotaires C. S.,
2709—30-2 DUCHARME & RIVEST.

said Eustache Ladouceur, of an immoveable described as being the lot sixty-eight (68) on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte-Béatrix ; the said lot having been possessed as proprietor for the three years now last past by Eustache Ladouceur, Joseph Trudel and Avila Beaudry, all farmers of the said parish of Sainte-Béatrix.

All persons who claim any privilege or hypothec upon the said immoveable immediately before the thirtieth day of January, 1901, date of the registration of the said deed by which the said immoveable was acquired by the said Eustache Ladouceur, are hereby notified that application will be made to the said Court on the TENTH day of SEPTEMBER, 1920, for a judgment of confirmation of title ; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of Civil Procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

Joliette, 16th July, 1920.

DUCHARME & RIVEST,
2710—30-2 P. S. C.

Ventes par licitation

Avis public de la vente par licitation en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Sainte-Scholastique, dans le district de Terrebonne, le vingt-huitième jour de mai 1920, dans une cause dans laquelle Roch Ouimet, rentier, du village de Sainte-Rose, district de Montréal, est demandeur ; et Edouard Ouimet, cultivateur, Charles Ouimet, cultivateur, Rodrigue Ouimet, cultivateur, Dame Marie Ouimet, veuve de feu Eugène Joly, en son vivant cultivateur, et Anselme Ouimet, cultivateur, tous de Sainte-Rose, comté de Laval, district de Montréal ; Dame Cléopâtre Ouimet, épouse commune en biens de Clovis Ouimet, cultivateur, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux présentes, Clovis Ouimet, cultivateur, Dame Denise Chapleau, épouse contractuellement séparée de biens de Louis Labelle, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse en autant que besoin, tous de Saint-François-de-Sales, district de Montréal ; Marie-Louise Ouimet, épouse commune en biens de Cléophas Deschambault, cultivateur, de la ville de Sainte-Thérèse, district de Terrebonne ; Mequi Ouimet, médecin, de la ville de Terrebonne, district de Terrebonne ; Clovis Ouimet, cultivateur, personnellement et en sa qualité de curateur à Bruno Ouimet et Orise Ouimet, Joseph Ouimet, cultivateur, Dame Ephigénie Ouimet, épouse contractuellement séparée de biens de Hornisdas Ouimet, cultivateur, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous de la paroisse de Terrebonne, district de Terrebonne ; Ferdinand Hogue, journalier, de la ville de Grand'Mère, district de Trois-Rivières ; Delle Aldéa Hogue, fille majeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal, et Dame Rose-Délina Hogue, aussi des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de William Leclerc, actuellement de lieux inconnus ; Dame Celine Ouimet, épouse commune en biens de Pascal Ouimet, journalier,

Sales by Licitiation

Public notice of a sale by licitation under a judgement of the Superior Court, sitting at Saint Scholastique, in the district of Terrebonne, on the twenty eighth day of May, 1920, in a cause in which Roch Ouimet, annuitant, of the village of Sainte-Rose, in the district of Montreal, is plaintiff ; and Edouard Ouimet, farmer, Charles Ouimet, farmer, Rodrigue Ouimet, farmer, Dame Marie Ouimet, widow of the late Eugène Joly, in his lifetime farmer, and Anselme Ouimet, farmer, all of Saint Rose, in the county of Laval, district of Montreal ; Dame Cleopâtre Ouimet, wife common as to property of Clovis Ouimet, farmer, and the said Clovis Ouimet, farmer, both personally and to authorize his wife, Dame Denise Chapleau, wife separate as to property by marriage contract of Louis Labelle, and the said Louis Labelle both personally and to authorize his wife, all of Saint-François-de-Sales, in the district of Montreal ; Marie-Louise Ouimet, wife common as to property of Cléophas Deschambault, farmer, in the town of Saint Therese, in the district of Terrebonne ; Mequi Ouimet, doctor, of the town of Terrebonne, district of Terrebonne, Clovis Ouimet, farmer, personally and in his quality of curator to Bruno Ouimet and Orise Ouimet, Joseph Ouimet, farmer, Dame Ephigénie Ouimet, wife separate as to property by marriage contract of Hornisdas Ouimet, farmer, and the said Hornisdas Ouimet to authorize his wife, all of the parish of Terrebonne, district of Terrebonne ; Ferdinand Hogue, laborer, of the town of Grand'Mère, district of Three Rivers ; Miss Aldéa Hogue, spinster of age and in her own right, of the city and district of Montreal ; and Dame Rose-DeLima Hogue, also of the city and district of Montreal, wife common as to property of William Leclerc, now of parts unknown ; Dame Céline Ouimet, wife common as to property of Pascal Ouimet, laborer, and the said Pascal Ouimet, both personally and to authorize his said wife, Seraphin

et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux présentes, Séraphin Grenier, employé civil, tous des cité et district de Montréal; Dame Hermine Ouimet, épouse commune en biens de Eugène Joly, cultivateur, tous deux de Saint-Vincent-de-Paul, district de Montréal, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux présentes; Wilfrid Ouimet, de Bonnyville, dans la province de l'Alberta, Dame Cléopâtre Ouimet, épouse commune en biens de Théophile Chalifoux, de Beaumont, dans la province de l'Alberta, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux présentes; Adolphe Ouimet, cultivateur, du Cap-Saint-Martin, district de Montréal, Cléopâtre Ouimet, épouse de Damase Rochon, cultivateur, de Saint-Roch-de-l'Assomption, comté de l'Assomption, district de Joliette, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux présentes, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles et créances désignés comme suit, savoir :

1. Un emplacement situé en la ville de Terrebonne, sur la rue Saint-Louis, à démembrer du lot de terre portant le numéro officiel cent trente-deux (No 132) de la ville de Terrebonne, au cadastre hypothécaire du comté de Terrebonne; ledit emplacement, de forme irrégulière, ayant une largeur d'environ cinquante pieds anglais, sur la rue Saint-Louis, et s'étendant vers le nord, avec cette largeur à partir de la rue Saint-Louis, sur une profondeur de cent vingt-cinq pieds anglais, où ledit emplacement atteint une largeur de quatre-vingt-quinze pieds anglais, et s'étend avec cette dernière largeur jusqu'au complément de deux cent deux pieds anglais, à partir de ladite rue Saint-Louis, le tout plus ou moins. Cet emplacement étant borné au sud par la ligne nord de la rue Saint-Louis, telle que fixée par le règlement No 184 de ladite ville de Terrebonne, d'un côté à l'ouest par Ovide Valiquette et Augustin Clavel, au nord par Joseph Ouimet, et à l'est par J.-P.-R. Masson ou représentants—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées;

2. Une balance de prix de vente, au montant de \$3,325. productive d'intérêt à compter du 20 octobre dernier 1919, au taux de 4% par an, et affectant la propriété ci-après décrite, savoir :

Une terre située audit lieu de Saint-François-de-Sales, de trois arpents de front sur quarante arpents de profondeur, le tout plus ou moins, partant de la rivière Jésus, aboutissant aux terres de la côte des Perron, joignant d'un côté vers l'ouest Zéphirin Ouimet et vers l'est Evariste Ouimet—avec une maison et autres bâtisses dessus construites, le tout connu sous le numéro officiel cent quatre-vingt-neuf (No 189) de la paroisse de Saint-François-de-Sales, au cadastre hypothécaire du comté Laval.

Ledit immeuble appartenant actuellement à Evariste Ouimet, de Saint-François-de-Sales. Cetteditte somme de \$3,325.00 est payable par versements annuels de \$150.00 chacun, avec intérêt à 4% par an;

3. Une obligation hypothécaire au montant de \$1,500. portant intérêt au taux de 6% par an, et affectant l'immeuble ci-après décrit, et appartenant actuellement à Edouard Ouimet, de la cité de Montréal, savoir :

Deux lots de terre situés en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Casgrain, connus et désignés sous les Nos huit cent soixante et huit a et huit cent soixante et neuf de la subdivision du lot officiel No dix (No 10-868a et 869) des plan et

Grenier, civil servant, all of the city and district of Montreal; Dame Hermine Ouimet, wife common as to property of Eugène Joly, farmer, both of Saint-Vincent-de-Paul, district of Montreal, and the latter both personally and to authorize his said wife, Wilfrid Ouimet, of Bonnyville, in the Province of Alberta, Dame Cleopâtre Ouimet, wife common as to property of Theophile Chalifoux, of Beaumont, in the Province of Alberta, and the said Theophile Chalifoux, both personally and to authorize his said wife, Adolphe Ouimet, farmer, of Cap-Saint-Martin, district of Montreal, Cléopâtre Ouimet, wife of Damase Rochon, of Saint-Roch-de-l'Assomption, in the county of l'Assomption, district of Joliette, and the said Damase Rochon both personally and to authorize his wife, are defendants ordering the licitation of certain immoveables and claims designated as follows, to wit :

1. An emplacement situate in the town of Terrebonne, on Saint-Louis street, to be taken from the lot of land bearing the official number one hundred and thirty two (132) of the town of Terrebonne, in the registration cadastre of the county of Terrebonne; the said emplacement, irregular in form, being about fifty feet English measure wide on Saint-Louis street, and extending towards north with the above width from Saint-Louis street, on a depth of one hundred and twenty five feet (English measure), where the said emplacement becomes ninety five feet (English measure) in width, and extends with this with as far as the completion of a length of two hundred and two feet (English measure), from the said Saint-Louis street, the whole more or less. The said emplacement being bounded to the south by the north line of Saint-Louis street, as fixed by by-law No. 184 of the said town of Terrebonne, on one side to the west by Ovide Valiquette and Augustin Clavel, to the north by Joseph Ouimet, and to the east by J.-P.-R. Masson or representatives—with a house and other buildings erected thereon;

2. A balance of a sale price, to the amount of \$3,325. yielding interest from the 20th October last, 1919, at the rate of 4% per annum, and affecting the property hereinafter described, to wit :

A piece of land situate at the place called Saint-François-de-Sales, of three arpents in front, by forty arpents in depth, the whole more or less, starting from the River Jésus, and ending at the lands of the Perron Hill, joining on one side to the west Zéphirin Ouimet, and to the east Evariste Ouimet—with a house and other buildings thereon erected, the whole known under the official number one hundred and eighty nine (189) of the parish of Saint-François-de-Sales, in the registration cadastre of the county of Laval.

The said immoveable now belonging to Evariste Ouimet, of Saint-François-de-Sales. The said sum of \$3,325.00 is payable in annual instalments of \$150.00, with interest at 4% per annum;

3. A mortgage of \$1,500. bearing interest at the rate of 6% per annum, and affecting the immoveable property hereinafter described, and now belonging to Edouard Ouimet, of the city of Montreal, to wit :

Two lots of land situate in the city of Montreal, with front on Casgrain street, known and designated under the number eight hundred and sixty eight a, and eight hundred and sixty nine of the subdivision of the official lot number ten (Nos.

livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-Saint-Louis—avec les bâtisses dessus érigées et avec droit en commun dans la ruelle située en arrière desdits lots.

Ladite obligation est échue depuis le 27 janvier 1918, et il est dû en outre des intérêts accrus depuis le 27 janvier 1916, au taux de 6% par an.

Les immeubles et créances hypothécaires cidessus décrits seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le QUATORZIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1920), cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice, à Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour ; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

Sainte-Scholastique, 22 juillet 1920.

Les procureurs du demandeur,
ST-JACQUES, FILION, HOULE ET
LAMOthe,

2789—31-2

Avis est aux présentes donné que, par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, rendu le cinquième jour de juillet 1920, dans une cause dans laquelle Abraham Brigger, marchand, des cité et district de Montréal, est demandeur ; et Edgar Collin, de Plessisville, dans le district d'Arthabaska, en sa qualité de tuteur à Marcel Collin, Jeanne Collin et Florette Collin, tous trois mineurs, du même lieu, et issus du mariage de feu Alice Jeanneau, et ledit défendeur dûment nommé tuteur auxdits trois mineurs le 15 mars 1918, et Joseph Jeanneau, ci-devant des cité et district de Montréal, maintenant de lieux inconnus, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles décrits comme suit, à savoir :

Un lopin de terre connu sous le numéro 385 du quartier Saint-Jean-Baptiste, dans la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus construites, et tous les droits, circonstances et dépendances s'y rattachant.

La propriété ci-haut désignée sera mise à l'enchère et adjugée au plus haut et dernier enchérisseur le TROISIEME jour de SEPTEMBRE 1920, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice, dans la cité de Montréal, sujette aux charges, clauses et conditions mentionnées au cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de ladite cour ; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire, à l'encontre de ladite licitation, doit être produite au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé tel que susdit pour la vente et l'adjudication ; et que toute opposition à fin de conserver doit être produite dans les six jours qui suivent l'adjudication ; et que à défaut par les parties de produire lesdites oppositions dans les délais impartis aux présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, le 26 juillet 1920.

Les procureurs du demandeur,
WEINFELD, SPERBER & LEVINE.
2815—31-2

10-868a and 869) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-Saint-Louis—with the buildings thereon erected and with a common right in road situate in the rear of the said lots.

The said loan is due since the 27th January, 1918, and moreover there is also due accrued interest from the 27th January, 1916, at a rate of 6% per annum.

The hereinabove designated immoveable property and claims secured by mortgage will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER next (1920), at the sitting the Court, in the Court room, of the Court House of Sainte-Scholastique, district of Terrebonne, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said Court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and that in default by the parties to file the said oppositions in the delays herein prescribed, they will be foreclosed of so doing.

Sainte-Scholastique, 22nd July, 1920.

ST-JACQUES, FILION, HOULE AND
LAMOthe,
2790—31-2 Attorneys for plaintiff.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at the city of Montreal, in the district of Montreal, on the fifth day of July, 1920, in a cause in which Abraham Brigger, merchant, of the city and district of Montreal, is plaintiff ; and Edgar Collin of Plessisville, in the district of Arthabaska, in his quality of tutor to Marcel Collin, Jeanne Collin and Florette Collin, all three minors, of the same place, and born of the marriage of the late Alice Jeanneau, and the said defendant duly appointed tutor to the said three minors on 15th March, 1918, and Joseph Jeanneau, heretofore of the city and district of Montreal now of parts unknown, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit :

A lot of land known under number 385 in Saint-Jean-Baptiste ward, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected and all the rights, members and appurtenances thereunto belonging.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the THIRD day of SEPTEMBER, 1920, sitting the Court, in the Court room of the Court house, in the city of Montreal, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said Court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, 26th July, 1920.

WEINFELD, SPERBER & LEVINE,
2816—31-2 Attorneys for plaintiff.

Vente pour taxes municipales

Sale for municipal taxes

CORPORATION DE LA CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES

CORPORATION OF THE CITY OF THREE RIVERS

Avis public est par le présent donné que MERCREDI, le QUATRIÈME jour d'AOUT, 1920, à DIX heures du matin, au bureau du greffier de la cité, dans l'hôtel-de-ville de la cité des Trois-Rivières, les terres et héritages ci-dessous mentionnés seront vendus comme étant grevés de taxes qui n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi, savoir :

1. Un terrain situé en ladite cité des Trois-Rivières, en l'endroit appelé le fief de la commune, étant partie du lot numéro vingt-six (26) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières, mesurant six cent quarante-cinq pieds, dans sa ligne sud, où il touche les lots Nos quatre cent quarante, quatre cent quarante et un et quatre cent quarante-deux (440-441-442), six cent quarante et un pieds, dans sa ligne ouest, où il touche le résidu dudit lot No 26, six cent quarante-six pieds et cinquante parties, dans sa ligne est où il touche le chemin de fer de ceinture du Pacifique Canadien, et cinq cent quarante-six pieds en profondeur où il touche encore le résidu dudit lot numéro vingt-six (26), le tout formant une superficie de trois cent quatre-vingt-trois mille trois cent cinquante-trois pieds, mesure anglaise, comme appartenant à "The Canadian Seigwart Beam Company, Ltd.

3. Un terrain situé en la cité des Trois-Rivières, sur la rue Cloutier, étant la subdivision No 50 du lot No 1130 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à Dame Vve J.-A. Fontaine.

4. Un lot de terre situé sur la rue Sainte-Catherine, en la cité des Trois-Rivières, étant la subdivision No 133 du lot No 1124 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, comme appartenant à Adem Gélinas.

5. Un lot de terre situé sur la rue Sainte-Catherine, en la cité des Trois-Rivières, étant la subdivision No 134 du lot No 1124 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, comme appartenant à Adem Gélinas.

6. Un lot de terre situé sur la rue Gingras, en la cité des Trois-Rivières, étant la subdivision No 54 du lot No 1123 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, comme appartenant à Alex.-Oscar Lanctôt.

7. Un lot de terre étant un emplacement situé du côté nord du chemin Sainte-Marguerite, contenant cinquante pieds de front par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur et allant en rétrécissant depuis le front à une largeur de quarante-deux pieds seulement à sa profondeur—avec bâtisses et dépendances dessus construites, comme appartenant à Joseph Pothier, fils de Moïse.

8. Un terrain situé en la cité des Trois-Rivières, au sud-ouest de la rue Saint-Paul ; contenant quarante-sept pieds et six pouces de front sur quatre-vingt-deux pieds de profondeur, mesure anglaise ; borné en front par la rue Saint-Paul ; en profondeur par les héritiers Houliston ou leurs représentants ; joignant au nord à Alphonse Bellemare ou ses représentants et au sud à Phil. Gauthier, comme étant partie des lots Nos 1821 et 1755 du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, comme appartenant à Joseph Pothier, fils de Moïse.

9. Un emplacement situé en la cité des Trois-

Public notice is hereby given that on WEDNESDAY, the FOURTH day of AUGUST, 1920, at TEN o'clock in the forenoon, at the city-clerks' office, in the City Hall of the city of Three Rivers, the lands and tenements hereinafter mentioned will be sold for taxes due which have not been paid within the six months following the notice of the deposit of the roll, as required by law, to wit :

1. A piece of land situate in the city of Three Rivers, at the place called "fief de la commune", being part of lot number twenty six (26) of the official plan and book of reference of the registry cadastre of the city of Three Rivers, measuring six hundred and forty five feet in the south line, where it touches lots numbers four hundred and forty, four hundred and forty one and four hundred and forty two (440-441-442) six hundred and forty one feet in its west line where it touches the remainder of the said lot No. 26, six hundred and forty six feet and fifty parts, in its east line where it touches the loop line of the Canadian Pacific Ry and five hundred and forty six feet in depth where it again touches the remainder of the said lot number twenty six (26), the whole forming a surface of three hundred and eighty three thousand three hundred and fifty three feet, English measure, being the property of the Canadian Seigwart Beam Company, Ltd.

3. A piece of land situate in the city of Three Rivers, in Cloutier street being subdivision No. 50 of lot No. 1130 of the cadastre of the city of Three Rivers, being the property of Dame widow J. A. Fontaine.

4. A lot of land situate on Sainte Catherine street, in the city of Three Rivers, being subdivision No. 133 of lot No. 1124 of the cadastre of the city of Three Rivers, being the property of Adam Gélinas.

5. A lot of land situate in Sainte Catherine street, in the city of Three Rivers, being subdivision No. 134 of lot No. 1124 of the cadastre of the city of Three Rivers, being the property of Adam Gélinas.

6. A lot of land situate on Gingras street, in the city of Three Rivers, being subdivision No. 54 of lot No. 1123 of the cadastre of the city of Three Rivers, being the property of Alex. Oscar Lanctôt.

7. A lot of land being an emplacement situate on the north side of the Sainte Marguerite road, measuring fifty feet in front by ninety five feet in depth and narrowing down from the front to a width of only forty two feet at its depth,—with buildings and dependencies thereon erected, being the property of Joseph Routhier, son of Moïse.

8. An emplacement situate in the city of Three Rivers, on the south west of Saint Paul street, measuring forty seven feet and six inches in front by eighty two feet in depth, english measure E ; bounded in front by Saint Paul street, in depth by the Houliston heirs or their representatives joining to the north Alphonse Bellemare or his representatives and to the south Phil. Gauthier, being part of lots Nos. 1821 and 1755 of the official cadastre of the city of Three Rivers, being the property of Joseph Pothier, son of Moïse.

9. An emplacement situate in the city of

Rivières, sur la rue Le Jeune, étant le lot No. 1115 du cadastre officiel de ladite cité, comme appartenant aux héritiers d'Augustin Gélinas.

Les dimensions données ci-dessus ne sont pas garanties comme précises.

Par ordre,

Le greffier,
ARTHUR BELIVEAU.

Hôtel-de-Ville,
Trois-Rivières, P. Q., 21 juillet 1920. 2765

Three Rivers, in Le Jeune street being lot No. 1115 of the official cadastre of the said city, being the property of the heirs of Augustin Gélinas.

The measurements given hereinabove are not guaranteed to be precise.

By order,

ARTHUR BELIVEAU.
Clerk.

City Hall, Three Rivers, P. Q., 21st July, 1920.
2766

VENTE PAR LE SHÉRIF
GASPÉ

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour supérieure.

Province de Québec, } LA CORPORATION
District de Gaspé, } DE SAINT-GO-
Comté de Bonaventure. } DEFROI, demande-
No 3373. } resse; vs les terres
et héritages de YOUNG ET AL, défendeurs.

Le lot cadastral No 389, faisant partie du No 29 du second rang de la subdivision primitive; borné en front par le premier rang, à l'ouest par le lot cadastral No 390 Lenord Byers, au nord par la ligne de base entre les troisième et quatrième rangs, et à l'est par le lot cadastral No 388, mesurant trois chaînes et dix-sept chaînons en largeur par quatre-vingt-dix-sept chaînons et vingt chaînons de profondeur—avec une superficie de trente acres et trois quarts—une maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Godefroi, JEUDI, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE 1920, à ONZE heures de l'avant-midi.

New-Carlisle, le 27 juillet 1920.

Le shérif, C.B.

2817—31-2 W. M. SHEPPARD.
[Première publication, 31 juillet 1920]

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Hull.

Hull, à savoir : } DELLE BELZEMIRE
No 5027. } GUERIN, demanderesse;
contre JOHN VALLILLEE, défendeur, à savoir :

Les lots numéros 533-108, 533-109, 533-110 et 533-111, tous situés sur la Première avenue, dans la ville de Buckingham, dans le district de Hull—avec les bâtisses et structures dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Grégoire-de-Nazianze, à Buckingham, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Hull, le 6 juillet 1920. C.-M. WRIGHT.
2615—28-2

[Première publication, 10 juillet 1920]

SHERIFF'S SALE
GASPÉ

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Superior Court.

Province of Québec, } THE CORPORA-
District of Gaspé, } TION OF
County of Bonaventure. } SAINT-GODE-
No. 3373. } FROI, plain-
tiffs; vs the lands and tenements of YOUNG
ET AL, defendants.

Cadastral lot No. 389, forming part of No. 29 of the second range of the primitive subdivision; bounded in front by the first range, on the west by cadastral lot No. 390 Lenord Byers, on the north by the base line between the third and fourth ranges, and on the east by cadastral lot No. 388, measuring three chains and seventeen links in width by ninety seven chains and twenty links in depth, being thirty and three fourth acres in superficies—with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Godefroi, on THURSDAY, the TENTH day of SEPTEMBER, 1920, at the hour of ELEVEN in the forenoon.

New-Carlisle, 27th July, 1920.

W. M. SHEPPARD,

2818—31-2 Sheriff, C.B.
[First publication, 31st July, 1920]

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Hull.

Hull, to wit : } DELLE BELZEMIRE GUE-
No 5027. } RIN, plaintiff; against
JOHN VALLILLEE, defendant, to wit :

Lots numbers 533-108, 533-109, 533-110 and 533-111, all situate on First avenue, in the town of Buckingham, in the district of Hull—with the buildings and constructions thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Grégoire-de-Nazianze, at Buckingham, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. C. M. WRIGHT,
Hull, 6th July, 1920. Sheriff.
2616—28-2

[First publication, 10th July, 1920]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } LA BANQUE D'HO-
 District de Joliette, } CHELAGA deman-
 No 8736. } deresse ; vs LOUIS GUIL-

BAULT ET AL, défendeurs.

Biens immobiliers appartenant au défendeur, Louis Guilbault, savoir :

a. Un terrain faisant partie du lot No 147, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Thomas.

Ce terrain a une largeur d'environ un arpent et demi sur environ dix-huit arpents de profondeur, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure précise, et il est borné comme suit : à un bout par le lot No 222, à l'autre bout et d'un côté par le résidu dudit lot No 147, et de l'autre côté par les lots Nos 148 et 149, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Thomas ;

b. Un autre terrain faisant partie du lot No 151, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Thomas.

Ce terrain a une largeur d'environ un arpent et cinq perches sur une profondeur d'environ vingt-six arpents et six perches, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure précise, et est borné comme suit : à un bout par le lot No 220, à l'autre bout par le lot No 152, d'un côté par les lots Nos 148, 149 et 150, et de l'autre côté par les lots Nos 155 et 156 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Thomas ;

c. Tous les droits et prétentions que le défendeur, Louis Guilbault, peut avoir dans l'immeuble connu et désigné sous le No 152 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de ladite paroisse de Saint-Thomas.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas, dans le comté de Joliette, dit district de Joliette, le TRENTE et UNIEME jour du mois d'AOUT prochain (1920), à DIX heures du matin, heure solaire.

Bureau du shérif,

Le shérif,

GEORGE DESROCHES.

Joliette, 27 juillet 1920.

2841—31-2

[Première publication, 31 juillet 1920]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } THE HOCHELAGA
 District of Joliette, } BANK plaintiff ;
 No. 8736. } vs LOUIS GUILBAULT

ET AL, defendants.

Immoveable property belonging to the defendant Louis Guilbault, to wit :

a. A lot of land forming part of the lot No. 147 on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint-Thomas.

The said lot of land is about one arpent and a half in width by about eighteen arpents in depth, all more or less, without warranty of exact measurement, and is bounded as follows : on one end by the lot No. 222, on the other end and on one side by the residue of the said lot No. 147, and on the other side by the lots Nos. 148 and 149 on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint-Thomas ;

b. Another lot of land forming part of the lot No. 151 on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint-Thomas.

The said lot of land is about one arpent and five perches in width by about twenty six arpents and six perches in depth, all more or less, without warranty of exact measurement, and is bounded as follows : on one end by the lot No. 220, on the other end by the lot No. 152, on one side by the lots Nos. 148, 149 and 150, and on the other side by the lots Nos. 155 and 156 on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint-Thomas ;

c. All the rights and pretensions that the defendant, Louis Guilbault, may have in the immoveable known and designated under the No. 152 on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint-Thomas.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Thomas, in the county of Joliette, said district of Joliette, on the THIRTY FIRST day of the month of AUGUST next 1920, at TEN o'clock in the forenoon, solar time.

Sheriff's office,

GEORGE DESROCHES,

Joliette, 27th July, 1920.

Sheriff.

2842—31-2

[First publication, 31st July, 1920]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Province de Québec, } THOMAS LACOUR-
 District de Joliette, } SIÈRE, de la pa-
 No 8756. } roisse de Saint-Patrice-

de-Rawdon, dans le district de Joliette, demandeur ; vs MARIE-ANNE CASAUBON, épouse commune en biens de feu James Green, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice à son enfant mineur, défenderesse.

Une terre sise et située dans ladite paroisse de Saint-Patrice-de-Rawdon, mesurant environ cent acres en étendue, plus ou moins ; bornée en front par Thomas Boyce, en arrière par le dixième rang du canton Rawdon, du côté nord-est par Joseph Prud'homme et de l'autre côté par George Brennan—avec une maison, une grange et d'autres bâtiments, laquelle terre est mieux connue comme étant le lot de terre numéro vingt-trois a (23-a) du neuvième rang dudit canton.

Une autre terre sise et située au même lieu, mesurant aussi cent acres en étendue, plus ou moins ; bornée en front par le neuvième rang du canton Rawdon, en arrière par Victor Sharpe, du côté nord est par James Johnson, et de l'autre côté par Misael

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Province of Quebec, } THOMAS LACOUR-
 District of Joliette, } SIÈRE, of the par-
 No. 8756. } ish of Saint Patrick

of Rawdon, in the district of Joliette, plaintiff ; vs MARIE-ANNE CASAUBON, wife common as to property of the late James Green, personally and in her quality of tutrix to her minor child, defendant.

A land lying and situate in the said parish of Saint Patrick of Rawdon, containing about one hundred acres of land in superficies, more or less ; bounded in front by Thomas Boyce, in rear by the tenth range of the township of Rawdon, on the north east side by Joseph Prud'homme and on the other side by George Brennan—built with a house, a barn and other buildings, which land is better known as being the lot of land number twenty three a (23-a) of the ninth range of the said township.

An other land lying and situated at the same place, containing also about one hundred acres of land in superficies, more or less, bounded in front by the ninth range of the township of Rawdon, in rear by Victor Sharpe, on the north

Neveu—sans bâtisse, laquelle terre est mieux connue comme étant le lot de terre numéro vingt-trois-b (23-b) du dixième rang du canton précité, d'après le plan et le livre de renvoi du cadastre officiel susdit.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint Patrice-de-Rawdon, le JEUDI, DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1920) à DIX heures du matin, heure solaire.

Le shérif,

GEORGE DESROCHES.

Joliette, ce 27 juillet 1920. 2839—31-2
[Première publication 31 juillet 1920]

east side by James Johnson, and on the other side by Misael Neveu, without building, which land is better known as being the lot of land number twenty three-b (23-b) of the tenth range of the aforesaid township, according to the aforesaid official cadastral plan and book of reference.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Patrick-of-Rawdon, THURSDAY, the SECOND day of SEPTEMBER next (1920), at TEN o'clock in the forenoon, solar time.

GEORGE DESROCHES,

Sheriff.

Joliette, this 27th of July, 1920. 2840—31-2
[First publication, 31st July, 1920]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir : } ERNEST-N. BOSSE, marchand, du Lac-des-Anglais, comté de Montmagny, demandeur ; vs FRANÇOIS GOSSELIN, de la paroisse de Saint-Magloire-de-Bellechasse, défendeur, à savoir :

Les lots numéros quarante-cinq et quarante-six (45-46), rang sept (7), canton Rolette—avec les bâtisses dessus construites et dépendances ; et aussi le lot numéro quarante-six (46), rang six (6), canton Rolette.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Magloire, comté de Bellechasse, le DIX-HUITIEME jour du mois d'AOUT, mil neuf cent vingt, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le député-shérif,

WENCESLAS NICOLE.

Montmagny, 14 juillet 1920. 2695—29-2
[Première publication, 17 juillet 1920]
[Deuxième publication, 31 juillet 1920]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit : } ERNEST N. BOSSE, merchant, of Lac-des-Anglais, county of Montmagny, plaintiff ; against FRANÇOIS GOSSELIN, of the parish of Saint-Magloire-de-Bellechasse, defendant, to wit :

Lots numbers forty five and forty six (45-46), range seven (7), Rolette township—with the buildings thereon erected and dependencies ; and also lot number forty six (46), range six (6), Rolette township.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Magloire, in the county of Bellechasse, on the EIGHTEENTH day of AUGUST, one thousand nine hundred and twenty, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. WENCESLAS NICOLE,
Montmagny, 14th July, 1920. Deputy sheriff.
2696—29-2

[First publication, 17th July, 1920]
[Second publication, 31st July, 1920]

MONTMAGNY

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JEAN-BTE GRATTON, demandeur ; vs JOSEPH-M. DORION, défendeur contestant, et LACHUTE LAND COMPANY, LIMITED, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la ville de Lachute, district de Terrebonne, opposante.

Saisis comme appartenant à ladite opposante :

1. Trois lots de terre vacants, situés dans la ville de Laval de Montréal, ayant front sur le boulevard Dubois, lequel porte le No 18 de la subdivision officielle du lot No 202 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, situés en ladite paroisse de la Pointe-aux-Trembles, connus et désignés sous les numéros vingt-trois, vingt-quatre et vingt-cinq de la subdivision officielle du lot numéro deux cent deux (202-23, 24 et 25) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, contenant chacun desdits lots vingt-cinq pieds de front par quatre-vingt-sept pieds de profondeur (25x87), mesure anglaise et plus ou moins—avec droit de passage à frais communs avec tous autres y ayant droit, dans les ruelles portant les numéros vingt et un,

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } JEAN-BTE GRATTON, plaintiff ; vs JOSEPH M. DORION, defendant contestant, & LACHUTE LAND COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate having its principal place of business in the town of Lachute, district of Terrebonne, opposant.

Seized as belonging to the said opposant.

1. Three lots of vacant land situate in the town of Laval de Montréal, fronting on boulevard Dubois, which bears the No. 18 of the official subdivision of the lot No. 202 on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, situate in the said parish of Pointe-aux-Trembles, known and designated under the numbers twenty three, twenty four and twenty five of the official subdivision of the lot number two hundred and two (202-23, 24 et 25) on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, each of the said lots containing twenty five feet in front by eighty seven feet in depth (25x87), english measurement and more or less—with right of way at the expense in common with those having right therein in

vingt-deux et trente-deux, de ladite subdivision, aux charges ordinaires d'entretien;

2. Cinq lots de terre ayant front sur les rues Baldwin et Honfleur, dans le quartier Longue-Pointe, cité de Montréal, connus sous les Nos cent quatre-vingt-quinze, cent quatre-vingt-seize, deux cent vingt-deux, deux cent vingt-trois et deux cent vingt-quatre, de la subdivision officielle du lot No trois cent quatre-vingt-dix-huit des plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de la Longue-Pointe (398-195-196-222-223-224); lesdits lots Nos 195 et 196 ayant front sur la rue Baldwin, et lesdits lots Nos 222, 223 et 224 ayant front sur la rue Honfleur.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 27 juillet 1920. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 31 juillet 1920]
2819-31-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH-EMILE
No 2289. } COTÉ demandeur; vs J.-J.-B. HOGUE et HENRI HOGUE, défendeurs.

Saisi comme appartenant au défendeur, Henri Hogue:

Cet emplacement composé de deux lots de terre ayant front sur la rue Jeanne-Mance, dans le quartier Laurier, de la cité de Montréal, connus et désignés comme étant la subdivision numéros 95 et 96 de la subdivision officielle du lot numéro 25 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 12 aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-Saint-Louis, contenant chacun desdits lots 50 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec l'usage en commun avec d'autres dans la ruelle en arrière—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du matin,

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 28 juillet 1920. L.-J. LEMIEUX.
2843-31-2
[Première publication, 31 juillet 1920]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITÉ D'OUTRE-
No 4098. } MONT, demanderesse; vs J.-C. WALSH, autrefois de la cité de Montréal, et maintenant résidant dans la cité de New-York, dans l'état de New-York, un des États-Unis d'Amérique, défendeur.

a. Certains lots de terre situés dans la cité d'Outremont, dans le district de Montréal, formant partie du lot No 21 aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, et plus particulièrement connus comme étant: la subdivision No 3 de la subdivision No 3 du dit lot originaire officiel No 21 auxdits plan et livre de renvoi; et la subdivision No 4 de la subdivision No 16 dudit lot originaire officiel No 21 (21-3-3; 21-16-4); situés sur l'avenue Maplewood; lesquelles subdivisions forment une seule exploitation ayant front sur l'avenue Maplewood;

b. Certains lots de terre situés dans la cité d'Outremont, dans le district de Montréal, formant partie du lot No 21 aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de

the lanes bearing the numbers twenty one, twenty two and thirty two of the said subdivision at the usual charge of maintenance;

2. Five lots of land fronting on Baldwin and Honfleur streets, in Longue-Pointe ward, city of Montreal, known under the numbers one hundred and ninety five, one hundred and ninety six, two hundred and twenty two, two hundred and twenty three and two hundred and twenty four of the official subdivision of the lot number three hundred and ninety eight on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe (398-195, 196, 222, 223, 224); the said lots Nos. 195 and 196 fronting on Baldwin street, and the said lots Nos 222, 223 and 224 fronting on Honfleur street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, L. J. LEMIEUX,
Montreal, 27th July, 1920. Sheriff.
2820-31-2
[First publication, 31st July, 1920]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH-EMILE
No. 2289. } COTÉ, plaintiff; against J.-J.-B. HOGUE and HENRI HOGUE, defendants.

Under seizure as belonging to the defendant, Henri Hogue:

The emplacement comprising two lots of land with front on Jeanne-Mance street, in Laurier ward, of the city of Montreal, known and designated as being the subdivision numbers 95 and 96 of the official subdivision of lot number 25 of the official subdivision of the primitive lot number 12 on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-Saint-Louis, each of the said lots measuring 50 feet in width by 100 feet in depth, English measure and the whole more or less, with a right in common with others on the lane in the rear—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, L.-J. LEMIEUX,
Montreal, 28th July, 1920. Sheriff.
2844-31-2
[First publication, 31st July, 1920]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF OU-
No. 4098. } TREMONT, plaintiff; vs J. C. WALSH, formerly of the city of Montreal and now residing in the city of New-York, in the state of New-York, one of the United States of America, defendant.

a. Certain lots of land situate in the city of Outremont, in the district of Montreal, forming part of lot No. 21 on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, and more particularly known as being the subdivision No. 3 of the subdivision No. 3 of the said primitive lot No. 21 on the said plan and book of reference; and the subdivision No. 4 of the subdivision No. 16 of the said primitive official No. 21 (21-3-3; 21-16-4) situate on Maplewood avenue; which subdivisions form one plot fronting on Maplewood avenue;

b. Certain lots of land situate in the city of Outremont, in the district of Montreal forming part of lot No. 21 on the official plan and book of reference for the municipality of the parish

Montréal, et plus particulièrement connus comme étant la subdivision No 5 de la subdivision No 3 dudit lot originaire officiel No 21 ; et la subdivision No 7 de la subdivision No 16 dudit lot originaire officiel No 21 ; et la subdivision No 2 de la subdivision No 4 dudit lot originaire No 21 (21-3-5 ; 21-16-7 et 21-4-2) situés sur l'avenue Maplewood ; lesquelles subdivisions forment une seule exploitation, ayant front sur l'avenue Maplewood ;

c. Certains lots de terre situés dans la cité d'Outremont, dans le district de Montréal, formant partie du lot No 21 aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, et plus particulièrement connus comme étant la subdivision No 4 de la subdivision du lot No 3 du lot originaire officiel No 21 ; et la subdivision No 6 de la subdivision No 16 dudit lot originaire officiel No 21 ; et la subdivision No 2 de la subdivision No 5 dudit lot originaire officiel No 21 (21-3-4 ; 21-16-6 et 21-5-2) situés sur l'avenue Maplewood ; lesquelles subdivisions forment une seule exploitation ayant front sur l'avenue Maplewood.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif.

Montréal, 7 juillet 1920. L.-J. LEMIEUX.
2613—28-2

[Première publication, 10 juillet 1920]

of Montreal, and more particularly known as being : the subdivision No. 5 of the subdivision No. 3 of the primitive official No. 21 ; and the subdivision No. 7 of the subdivision No. 16 of the said primitive official No. 21 ; and the subdivision No. 2 of the subdivision No. 4 of the said primitive lot No. 21 (21-3-5 ; 21-16-7 ; and 21-4-2) situate on Maplewood Avenue ; the said subdivisions form one plot fronting on Maplewood Avenue ;

c. Certain lots of land situate in the city of Outremont, in the district of Montreal, forming part of lot No. 21 on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, and more particularly known as being the subdivision No. 4 of the subdivision of lot No. 3 of the primitive official No. 21 ; and the subdivision No. 6 of the subdivision No. 16 of the said primitive official No. 21 ; and the subdivision No. 2 of the subdivision No. 5 of the said primitive official No. 21 (21-3-4 ; 21-16-6 and 21-5-2) situate on Maplewood avenue ; which subdivisions form one plot fronting on Maplewood avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWELFTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,

Montreal, 7th July, 1920. Sheriff.
2614—28-2

[First publication, 10th July, 1920].

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

District de Québec.—Cour supérieure.

Québec, à savoir : } EVA GAGNON, épouse
No 545. } contractuellement séparée de biens de Arthur Olivier, de Saint-Agapit, comté de Lotbinière ; contre ARTHUR OLIVIER, ci-devant de Saint-Agapit, comté susdit et maintenant de lieux inconnus, à savoir :

Le lot No 143 (cent quarante-trois) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Giles, comté de Lotbinière, étant une terre située dans la concession Saint-Jean-Baptiste, mesurant trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une réserve en faveur de N.-E. Demers ou ses représentants, du chemin et des droits de passage sur le lot sus-désigné, en vertu d'un titre d'acquisition passé devant Mtre A. Tremblay, le 20 septembre 1904.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Giles, comté de Lotbinière, le VINGTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, CLEOPHAS BLOUIN,
Québec, 15 juillet 1920. Shérif.

2699—29-2

[Première publication, 17 juillet 1920]

[Deuxième publication, 31 juillet 1920]

QUEBEC

FIERI FACIAS.

District of Quebec.—Superior Court.

Quebec, to wit : } EVA GAGNON, wife
No. 545. } separate as to property by marriage contract of Arthur Olivier, of Saint-Agapit, Lotbinière county ; against ARTHUR OLIVIER, heretofore of Saint-Agapit, in the above mentioned county and now of parts unknown, to wit :

Lot No. one hundred and forty three (143) of the official cadastre of the parish of Saint-Giles, county of Lotbinière, being a land situate in the Saint-Jean-Baptiste concession, measuring three arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, Subject to a reserve in favour of N.-E. Demers or his representatives, of the road and rights of way on the above designated lot, in virtue of the deed of purchase done before A. Tremblay, notary, in the 20th September, 1904.

To be sold at the parochial church door of Saint-Giles, county of Lotbinière, on the TWENTIETH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, CLEOPHAS BLOUIN,
Quebec, 15th July, 1920. Sheriff.

2700—29-2

[First publication, 17th July, 1920]

[Second publication, 31st July, 1920]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.
 Saint-François, à savoir : } DAME EMMA-O.
 No 181. } PROVENÇAL,

de Biddeford, dans l'état du Maine, l'un des Etats-Unis d'Amérique, veuve de feu Victor Guertin, marchand, en son vivant du même lieu, fille majeure et usant de ses droits, demanderesse; contre ESDRAS MERCIER, autrefois du canton Compton, dans le district de Saint-François, mais actuellement de lieux inconnus, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur :

Un lopin de terre si tué dans le canton Compton, faisant partie de la moitié ouest du lot cadastral No 14, dans le 3e rang ; borné comme suit, à savoir : au nord par la limite nord dudit lot ; à l'est par la ligne qui divise ledit lot entre les moitiés est et ouest ; au sud par la limite sud dudit lot ; et à l'ouest par les vingt-cinq acres (25) à l'ouest occupés par Pierre Thibodeau ; ledit lopin de terre comprenant environ soixante-cinq acres (65) de terre, plus ou moins — avec les bâtisses et améliorations, s'il s'en trouve.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas-de-Compton, MARDI, le TRENTE ET-UNIEME jour d'AOUT prochain 1920, à DEUX heures de l'après-midi.
 Bureau du shérif, Le shérif,

C.-E. THERRIEN.
 Sherbrooke, 27 juillet 1920. 2827—31-2
 [Première publication, 31 juillet 1920]

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
 Saint Francis, to wit : } DAME EMMA-O.
 No. 181. } PROVENÇAL,

of Biddeford, in the state of Maine, one of the United States of America, widow of the late Victor Guertin, merchant, in his lifetime of the same place, *filie majeure et usant de ses droits*, plaintiff ; against ESDRAS MERCIER, formerly of the township of Compton, in the district of Saint Francis, but presently in parts unknown, defendant.

Seized as belonging to the said defendant :

A certain piece of land situate in the township of Compton, forming part of the west half of the cadastral lot No. 14, in the 3rd range ; bounded as follows, to wit : on the north by the north line of said lot ; on the east by the line dividing the said lot into the east and west half ; on the south by the south line of said lot ; and on the west by the west twenty-five acres (25), occupied by Pierre Thibodeau : the said parcel of land comprising about sixty-five acres (65) of land, more or less—*together with buildings and improvements, if any.*

To be sold at the church door of the parish of Saint-Thomas-de-Compton, on TUESDAY, the THIRTY-FIRST day of AUGUST next, 1920, at TWO o'clock in the afternoon.
 Sheriff's office, C.-E. THERRIEN,

Sherbrooke, 27th July, 1920. Sheriff.
 2828—31-2
 [First publication, 31st July, 1920]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes :

Québec, 11 mars 1920.

M. J.-N. Machon, pour former avec M.M. N. S. Walsh, de la cité de Montréal et J.-B. Dorais, de la cité de Lévis, un bureau d'examineurs pour la mise en opération de la loi relative à la protection des édifices publics contre les incendies. 2847

Québec, 2 juin 1920.

M. Nathaniel George Scott, de Scotstown, conjointement avec M. Prosper-Alfred Bissonnet, percepteur du revenu provincial pour le district de Saint-François.

M. Prosper-Alfred Bissonnette, de Scotstown, conjointement avec M. Nathaniel George Scott, percepteur du revenu provincial pour le district de Saint-François. 2851

Québec, 17 juin 1920.

M. Gustave-F.-X. Girard, instituteur, de Delisle, Lac-Saint-Jean, inspecteur d'écoles pour le district d'inspection du comté de Frontenac, créé par arrêté ministériel en date du 2 juin 1920. 2849

Québec, 25 juin 1920.

M. Félix-Henri Bédard, gérant, de Trois-Rivières, juge de paix pour le district de Trois-Rivières.

Québec, 8 juillet 1920.

M. Alonzo McKendrick, gentilhomme, juge de paix pour le district de Montréal. 2853

Appointments

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, upon the advice and with the consent of the Executive Council, to make the following appointments :

Quebec, 11th March, 1920.

Mr. J.-N. Machon, to form with Messrs. N. S. Walsh, of the city of Montreal, and J.-B. Dorais, of the city of Lévis, a board of examiners for putting into operation the Act relating to the protection of Public buildings against fires. 2848

Quebec, 2nd June, 1920.

Mr. Nathaniel George Scott, of Scotstown, jointly with Mr. Prosper-Alfred Bissonnette, collector of provincial revenue for the district of Saint Francis.

Mr. Prosper-Alfred Bissonnette, of Scotstown, jointly with Mr. Nathaniel George Scott, collector of provincial revenue for the district of Saint Francis. 2852

Quebec, 17th June, 1920.

Mr. Gustave-F.-X. Girard, school teacher, of Delisle, Lake Saint-John, school inspector for the inspection division of the county of Frontenac, establish by Order in Council dated the 2nd June, 1920. 2850

Quebec, 25th June, 1920.

Mr. Félix-Henri Bédard, manager, of Three Rivers, justice of the peace for the district of Three Rivers.

Quebec, 8th July, 1920.

Mr. Alonzo McKendrick, gentleman, justice of the peace for the district of Montreal. 2854

Lettres patentes

Letters patent

" La Cie Alf. Guay, Limitée ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seizième jour de juillet 1920, constituant en corporation : Alfred-Ernest Guay, marchand, Antonio Comtois, gérant, et Joseph-Georges Pelletier, gérant d'expédition, tous trois de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir, assumer, exploiter comme commerce en opération, les affaires, entreprises, les contrats, les propriétés mobilières ou immobilières ainsi que tout ou en partie l'actif et le passif de la maison de commerce de la Cie J.-Alf. Guay, de Montréal, et de la payer en parts acquittées en capitaux, en obligations, en débetures ou en actions obligations de la présente compagnie ;

Acquérir, imprimer, publier et vendre des livres, des journaux, des magazines, des pamphlets, des catalogues et toutes autres publications, images, gravures, impressions, dessins et toutes annonces et généralement faire le commerce dans toutes ses branches d'imprimerie, d'éditeur, de libraire, fournitures scolaires et bijouteries de toutes sortes, de lithographie, de reliures, stéréotype, de photographe, de graveur, de papeterie et d'ornements d'église ou autres, d'acquérir par achat, bail ou autrement tous meubles et immeubles nécessaires ou servant à aider la compagnie à atteindre le but de son incorporation ;

Acquérir, exploiter, importer, et disposer à quelque titre que ce soit tout brevet d'invention et toutes espèces de franchises, de privilèges ayant rapport aux objets ci-dessus ;

Etablir des magasins pour la vente en gros et en détail et généralement exercer l'industrie de marchands ;

Conclure aucun arrangement avec les autorités municipales, locales ou autres propres aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux, et d'obtenir d'aucune telle autorité tous droits ou privilèges ou concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, exécuter, exercer ces arrangements, droits, privilèges ou concessions et s'y conformer ;

Détenir, souscrire et payer des actions ou débetures d'une ou plusieurs compagnies constituées en corporation, s'unir ou vendre ou se fusionner à d'autres compagnies pour considération, y compris : l'échange, la livraison ou la réception d'actions libérées en tout ou en partie ;

Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie, émettre des bons, obligations actions privilégiées ou communes ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, hypothéquer les biens immeubles de la compagnie pour assurer le paiement des billets, bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie ;

Emettre des actions acquittées, privilégiées ou communes, de la compagnie en paiement d'aucune marchandise, propriété mobilière ou immobilière qu'elle pourra détenir ou qu'elle détiendra ou les services rendus ou futurs par les promoteurs de la compagnie ou autres ;

Faire dans l'intérêt de la compagnie tout ce que permettent les lois de cette province pour les

" La Cie Alf. Guay, Limitée ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of July, 1920, incorporating : Alfred Ernest Guay, merchant, Antonio Comtois, manager, and Joseph George Pelletier, shipping manager, all three of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire, assume, exploit as a going concern the business, enterprise, contracts, moveable and immoveable property as well as the whole or part of assets or liabilities of the trading house of the Cie J. Alf. Guay, of Montreal, and to pay for the same with fully paid up shares or in capital, bonds, debentures, or debenture stock of the present company ;

To acquire, print, publish and sell books, newspapers, magazines, pamphlets, catalogues and any other kind of publication, images, engravings, printing, drawing and any advertisement and to carry on generally in all its branches the business of printers, publishers, book-sellers, school supplies and jewelry of all sorts, lithography, binding, stereotyping, photography, engraving, stationery, church ornaments and others, to acquire by purchase, lease or otherwise all the moveable or immoveable property required by the company to carry out the purposes of its incorporation ;

To acquire, exploit, import and dispose of in any manner whatsoever any patents of invention and any kind of franchise, privilege relating to the aforesaid objects ;

To establish stores to sell wholesale and retail and to do business generally as merchants ;

To enter into any arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To hold, subscribe to and pay for shares or debentures of one or several incorporated companies, to unite with, sell to or amalgamate with other companies for a consideration including the exchange, the delivery or the receipt of shares fully or partly paid up ;

To contract loans on the company's credit, to issue bonds, debentures, preferred or common shares or other securities of the company and to give them as security or sell them at a price or for a sum deemed fit, to mortgage the immoveable property of the company to secure the payment of notes, bonds, debentures and other securities of the company and any loan of moneys for the objects of the company ;

To issue fully paid up shares, common or preferred, in payment of any merchandise, moveable or immoveable property which the company may or will hold and for services rendered or future by the promoters of the company or by others ;

To do in the interest of the company everything allowed by the laws of the Province for th

fins ci-dessus, y compris le droit de donner en garantie les biens meubles de la compagnie, sous le nom de "La Cie Alf. Guay, Limitée", avec un capital total de cent soixante-quinze mille piastres (\$175,000.00), divisé en mille sept cent cinquante (1750) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de juillet 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
2855 C.-J. SIMARD.

" Montreal Industrial Institute for Epileptics "

Avis est donné qu'en vertu de la partie I de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-et-unième jour de juillet 1920, constituant en corporation : A. G. Murphy, Gordon S. Mundie, Colin K. Russel, M.D., médecin praticien, J. Dinham Molson et A. Holmington Ryan, bourgeois, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :

Habituer les épileptiques et les faibles d'esprit à des occupations convenant à leur condition, avec l'intention de les guérir et de les mettre en état de se subvenir à eux-mêmes ;

Fonder, tenir et administrer des hôpitaux, écoles, foyers, colonies ou d'autres établissements indispensables à l'accomplissement de ces objets, sous le nom de "Montreal Industrial Institute for Epileptics".

Le montant des possessions immobilières que la compagnie peut posséder est fixé à une valeur annuelle de cinquante mille piastres.

Le siège social de la compagnie sera dans ladite cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et un juillet 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
857 C.-J. SIMARD.

" Maple Leaf Social Club, Incorporated "

Avis est donné qu'en vertu de la partie I de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quinzième jour de juillet 1920, constituant en corporation : Leo-Columbus Fleming, fabricant d'outils, Laprairie, district de Montréal, Harry T. Hill, négociant, William Joseph Hall, Harry Peter Whitehead, agents, Frank Aloysius Fleming, organisateur, de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :

Fonder et tenir un club pour récréer, amuser et accommoder les sociétaires et leurs amis, se procurer un local et autres commodités afin de pouvoir vendre de la bière et du vin, pour le confort des membres et de leurs amis, le tout selon la loi des Licences, avec pouvoir de déterminer les conditions d'entrée, d'imposer une contribution spéciale aux membres et autres personnes qui fréquentent le club, sous le nom de "Maple Leaf Social Club, Incorporated", avec un fonds social total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

above objects, including the right to give as security the moveable property of the company, under the name of "La Cie Alf. Guay, Limitée", with a total capital stock of one hundred and seventy five thousand dollars (\$175,000.00) divided into one thousand seven hundred and fifty (1750) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of July, 1920.

C. J. SIMARD,
2856 Assistant Provincial Secretary.

" Montreal Industrial Institute for Epileptics "

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of July, 1920, incorporating : A. G. Murphy, Gordon S. Mundie, Colin K. Russel, M.D. practising physician, J. Dinham Molson and A. Holmington Ryan, gentlemen, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To train epileptics and feeble minded persons in occupations suitable to their conditions and with a view to cure them and provide for their self-support ;

To establish, maintain and operate hospitals, schools, homes and colonies or other institutions necessary to the carrying out of these objects, under the name of "Montreal Industrial Institute for Epileptics".

The amount of the value of the immoveable property which the company may possess is to be limited to the annual value of fifty thousand dollars.

The head office of the company will be at the said city of Montreal, in the district of Montréal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of July, 1920.

C. J. SIMARD,
2858 Assistant Provincial Secretary.

" Maple Leaf Social Club, Incorporated "

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1920, incorporating : Leo Columbus Fleming, tool-maker, of Laprairie, district of Montreal, Harry T. Hill, trader, William Joseph Hall, Harry Peter Whitehead, agent, Frank Aloysius Fleming, promotor, of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To establish and conduct a club for the purposes of recreation and amusement and for the accommodation of members and their friends and to provide a club house and other conveniences with power to sell beer and wine for accommodation of members and their friends, the whole in accordance with the License Act and with power to control the condition of membership, with power to charge a special license fee to members and others attending the club ; under the name of "Maple Leaf Social Club, Incorporated", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce
quinzième jour de juillet 1920.
Le sous-secrétaire de la province,
2859 C. J. SIMARD.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this fifteenth day of July, 1920.
C. J. SIMARD,
2860 Assistant Provincial Secretary.

Faillite—avis de

Province de Québec, district de Montréal, Cour
supérieure. *Re*: Emile Bourdeau, marchand,
de Montréal, insolvable.

Avis est par les présentes donné que le dit insol-
vable a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses
biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les sub-gardiens provisoires,
CHARLAND & TURGEON.

55, Saint-Frs-Xavier, Montréal. 2829
Montréal, 28 juillet 1920.

Canada, province de Québec, district de Saint-
François, Cour supérieure. *In re*: C. Breault
& Cie., marchands, Stornoway, insolubles.

Avis est par le présent donné que lesdits insol-
vables ont fait cession judiciaire de leurs biens
pour le bénéfice de leurs créanciers, le 22 juillet
1920, et le soussigné a été nommé gardien pro-
visoire.

Le gardien provisoire,
J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44 rue Dalhousie,
Bâtisse de Canada Steamship Lines, Ltd.
Québec, le 28 juillet 1920. 2831

Province de Québec, district d'Ottawa, Cour
supérieure. *In re*: M. Feldman, insolvable,
Hull, Que.

Avis est donné par la présente que le susdit in-
solvable a, ce 24ième jour de juillet 1920, fait un
abandon judiciaire de tous ses biens, pour le béné-
fice de ses créanciers, au bureau du protonotaire
de la Cour supérieure du district d'Ottawa.

Pro gardien provisoire,
VINCENT LAMARRE

Bureau: 820 Edifice "Power". 2833
Montreal, 28 juillet 1920.

Province de Québec, district de Saint-François,
Cour supérieure. *In re*: Dakour & Sirhan,
insolubles, Magog, Qué.

Avis est donné par la présente que le 21ième
jour de juillet 1920, le soussigné a été nommé,
par une ordonnance de la Cour, curateur en cette
affaire.

Les créanciers des dits insolubles sont requis de
filer leurs réclamations à mon bureau, 83 rue
Craig Ouest, Montréal, sous trente jours du pré-
sent avis, s'ils ne l'ont déjà fait.

Le curateur,
VINCENT LAMARRE.

Bureau: 820 Edifice "Power". 2835
Montréal, 24 juillet 1920.

En vertu de la loi des liquidations.

Province de Québec, district de Montréal,
Cour supérieure, No 24. *In re*: Norton Grif-
fiths Company, Limited, en liquidation; et A. R.
Gillham, liquidateur.

Avis est par les présentes donné que le borde-
reau de dividende en cette affaire a été préparé
et déclaré; ledit bordereau de dividende étant
payable le douzième (12ième) jour d'août pro-
chain (1920).

Montréal, 26 juillet 1920.
Le liquidateur,
A. R. GILLHAM. 2837

Notice of Bankruptcy

Province of Quebec, district of Montreal,
Superior Court. *Re*: Emile Boudreau, mer-
chant, of Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent
has, this day, made a judicial assignment of all
his property for the benefit of this creditors.

CHARLAND & TURGEON,
Sub-provisional guardians.

55, Saint-Frs-Xavier street. 2830
Montreal 28th July, 1920.

Canada, Province of Quebec, district of Saint
Francis, Superior Court. *In re*: C. Breault &
Cie, merchants, Stornoway, insolvents.

Notice is hereby given that the said insolvents
have made a judicial assignment of their assets
for the benefit of their creditors, on the 22nd of
July, 1920, and the undersigned has been appoint-
ed provisional guardian.

J.-P.-E. GAGNON,
Provisional guardian.

Office: 44 Dalhousie street,
Canada Steamship Lines, Ltd, bldg.
Quebec, 28th July, 1920. 2832

Province of Quebec, district of Ottawa, Super-
ior Court. *In re*: M. Feldman, insolvent, Hull,
Que.

Notice is hereby given that the above named
insolvent has, this 24th day of July, 1920, made
a judicial abandonment of all his property, for the
benefit of his creditors, at the office of the Pro-
thonotary of the Superior Court of the district
of Ottawa.

VINCENT LAMARRE,
Deputy provisional guardian.

Office: 820 "Power" bldg. 2834
Montreal, 28th July, 1920.

Province of Quebec, district of Saint Francis,
Superior Court. *In re*: Dakour & Sirhan, in-
solvents, Magog, Que.

Notice is hereby given that on the 21st day of
July, 1920, the undersigned has been appointed,
by an ordonnance of this Court, curator to the
above estate.

Creditors of said insolvents are requested to
fyle their claims at my office, 83 Craig Street
West, Montreal, if they have not already done so,
within thirty days of present notice.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office: 820 "Power" bldg. 2836
Montreal, 24th July, 1920.

Under the Winding up Act.

Province of Quebec, district of Montreal,
Superior Court, No. 24. *In re*: Norton Grif-
fiths Company, Limited, in liquidation; and
A. R. Gillham, liquidator.

Notice is hereby given that the dividend sheet,
in this matter, has been prepared and declared;
the said dividend sheet to be payable on the (12th
twelfth day of August next (1920).

Montreal, 26th July, 1920.
A. R. GILLHAM,
Liquidator. 2838

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 31.

Index of the Quebec Official Gazette, No 31.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Archambault vs Chenette.....	1714
" Dumaine vs Piché.....	1714
" Rivet vs Beaucaige.....	1714

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 1703

AVIS DIVERS :—

La ville de Grand-Pabos.....	1715
La Cie Tremblay-Fortin, ltée.....	1715
La Cie Tremblay-Simard, ltée.....	1715
Robert Horne Bryson, Jnr.....	1716
Village de Donacona.....	1716

COMPAGNIES AUTORISÉS A FAIRE DES AFFAIRES :

Richford Manufacturing Co'y.....	1717
The Riverdale Fire Corporation, Ltd....	1717

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Divers lots à mun. scol.: Matalick....	1711
Divers rangs du canton Moreau à Cantons Unis.....	1712
Mun. scol.: Metabetchouan—Saint-Louis de-Chambord.....	1712

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORETS :—

Assemblées du Bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec.....	1712
---	------

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

Ancient Order of Hibernians of America.	1712
La Cie d'assurance mutuelle de Témisca- ming.....	1713
Manufacturing Wood Workers Under- writers.....	1713
Supreme Council of the Catholic mutual Benefit.....	1714
The Machabees.....	1713

FAILLITE—AVIS DE :—

Bourdeau, cession.....	1731
Breault & Cie, cession.....	1731
Dakour & Sirhan, nom. de curateur....	1731
Feldman, cession.....	1731
Gilbert, dividende.....	1718
Norton Griffith's Co'y, Ltd., dividende..	1731
Pattenaude, nom. curateur.....	1718
Radio Electric Co. of Canada, Ltd, divi- dende.....	1717

LETTRES PATENTES :—

La Cie Alf. Guay, ltée.....	1729
La Cie des réserves hydrauliques du lac Kénogami.....	1708
Maple Leaf Soéial Clug, Incorp.....	1730
Montreal Industrial Institute for Epilep- tics.....	1730
Notre-Dame-de-Grâce Curling & Bow- ling Club.....	1706
Sang Tuen Co'y.....	1710

LIQUIDATION—AVIS DE :—

The Back River Land Coy, Ltd.....	1717
-----------------------------------	------

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Archambault vs Chenette.....	1714
" Dumaine vs Piché.....	1714
" Rivet vs Beaucaige.....	1714

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 1703

MISCELLANEOUS NOTICES :—

The town of Grand-Pabos.....	1715
La Cie Tremblay-Fortin, ltée.....	1715
La Cie Tremblay-Simard, ltée.....	1715
Robert Horne Bryson, Jnr.....	1716
Village of Donacona.....	1716

COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS :—

Richford Manufacturing Co'y.....	1717
The Riverdale Fire Corporation, Ltd....	1717

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Several lots to school mun. Matalick....	1711
Several ranges of the township Moreau to United Townships.....	1712
School mun.: Metabetchouan—Saint- Louis-de-Chambord.....	1712

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS :—

Meetings of the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec.....	1712
---	------

TREASURY DEPARTMENT :—

Ancient Order of Hibernians of America.	1712
La Cie d'assurance mutuelle de Témisca- ming.....	1713
Manufacturing Wood Workers Under- writers.....	1713
Supreme Council of the Catholic mutual Benefit.....	1714
The Machabees.....	1713

BANKRUPT NOTICES :—

Bourdeau, assignment.....	1731
Breault & Cie, assignment.....	1731
Dakour & Sirhan, curator's appt.....	1731
Feldman, assignment.....	1731
Gilbert, dividende.....	1718
Norton Griffith's Co'y, Ltd., dividend...	1731
Pattenaude, curator's appt.....	1718
Radio Electric Co. of Canada, Ltd, divi- dend.....	1717

LETTERS PATENT

La Cie Alf. Guay, ltée.....	1729
La Cie des réserves hydrauliques du lac Kénogami.....	1708
Maple Leaf Social Club, Incorp.....	1730
Montreal Industrial Institute for Epilep- tics.....	1730
Notre-Dame-de-Grâce Curling & Bow- ling Club.....	1706
Sang Tuen Co'y.....	1710

WINDING UP NOTICE :—

The Back River Land Coy, Ltd.....	1717
-----------------------------------	------

MINUTES DE NOTAIRE—TRANSPORT DE :—	NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED :—
En faveur de M. J.-S. Aimé Ashby..... 1718	In favor of Mr. J. S. Aimé Ashby..... 1718
NOMINATIONS :—	APPOINTMENTS :—
Bureau d'examineurs d'édifices publics contre les incendies : MM. Machon, Walsh et Dorais..... 1728	Board of Examiners for the public buildings against fires: Messrs Machon, Walsh & Dorais..... 1728
Commissaires d'écoles : Saint-Rémi ; Amherst ; Maple-Grove ; Beauport, paroisse..... 1711	School Commissioners :—Saint-Rémi., Amherst ; Maple Grove ; Beauport, parish..... 1711
Commissaires d'écoles :—Mun. Saint- Jovite et Lauzon..... 1712	School Commissioners :—Mun. Saint- Jovite and Lauzon..... 1712
Inspecteur d'écoles :—Comté de Fronte- nac..... 1728	School Inspector : County of Frontenac. 1728
Juges de paix : Trois-Rivières, Mont- réal..... 1728	Justices of the Peace : Three Rivers ; Montreal..... 1728
Percepteur du revenu provincial : District Saint-François..... 1728	Collectors of the Provincial Revenue : District Saint Francis..... 1728
PROCLAMATIONS :—	PROCLAMATIONS :—
Paroisse de Saint-Jacques-le-Mineur... 1704	Parish of Saint-Jacques-le-Mineur..... 1704
Saint-Fabien-de-Panet..... 1705	Saint-Fabien-de-Panet..... 1705
RATIFICATION DE TITRE :—	CONFIRMATION OF TITLE :—
Ladouceur <i>et al.</i> 1718	Ladouceur <i>et al.</i> 1718
VENTES PAR LICITATION :—	SALES BY LICITATION :—
Brigger vs Collin <i>et al.</i> 1721	Brigger vs Collin <i>et al.</i> 1721
Ouimet vs Ouimet..... 1719	Ouimet vs Ouimet..... 1719
VENTES POUR TAXE MUNICIPALES :—	SALES FOR MUNICIPAL TAXES :—
La cité des Trois-Rivières..... 1722	The city of Three Rivers..... 1722
VENTES PAR LES SHÉRIFS :—	SHERIFFS' SALES :—
GASPÉ :—	GASPÉ :—
The Corporation of Saint-Godfroi vs Young <i>et al.</i> 1723	The Corporation of Saint-Godfroi vs Young <i>et al.</i> 1723
HULL :—	HULL :—
Guérin vs Valillée..... 1723	Guérin vs Valillée..... 1723
JOLIETTE :—	JOLIETTE :—
La Banque d'Hochelaga vs Guilbault <i>et al.</i> 1724	The Bank of Hochelaga vs Guilbault <i>et al.</i> 1724
Lacoursière vs Casaubon..... 1724	Lacoursière vs Casaubon..... 1724
MONTMAGNY :—	MONTMAGNY :—
Bossé vs Gosselin..... 1725	Bossé vs Gosselin..... 1725
MONTRÉAL :—	MONTREAL :—
Côté vs Hogue <i>et al.</i> 1726	Côté vs Hogue <i>et al.</i> 1726
Gratton vs Dorion..... 1725	Gratton vs Dorion..... 1725
La cité d'Outremont vs Walsh..... 1726	The city of Outremont vs Walsh..... 1726
QUÉBEC :—	QUEBEC :—
Gagnon (Dme) vs Olivier..... 1727	Gagnon (Dme) vs Olivier..... 1727
SAINT-FRANÇOIS :—	SAINT-FRANCIS :—
Provençal (Dme) vs Mercier..... 1728	Provençal (Dme) vs Mercier..... 1728

